

Le Journal des Bayonnais

Bulletin d'information municipale de la Ville de Bayon

Numéro spécial



BAYON

pendant la Seconde Guerre mondiale

Hommage aux victimes civiles et militaires

Mai 2013

LE JOURNAL DES BAYONNAIS

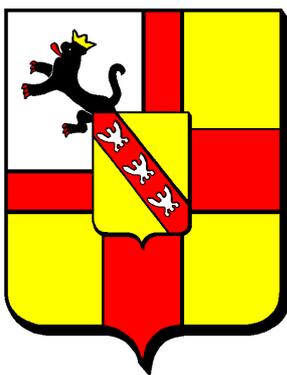
Bulletin d'information municipale de la Ville de BAYON - Hôtel de Ville - 15 rue de la Mairie 54290 BAYON

Directeur de la Publication : Michel CLAIRE - **Directeur de la Rédaction** : Nicolas ANDRÉ

Animateur de la Commission « Vie Municipale et Citoyenne - Information et Communication » : Alain RAVAILLER

Remerciements à toutes celles et ceux qui ont contribué à ce numéro spécial du *Journal des Bayonnais* : relecture, tirage, répartition par quartier... et aux élus qui l'ont diffusé dans les boîtes-aux-lettres !

Imprimé par nos soins – Diffusé gratuitement – Tirage 750 exemplaires – Reproduction et vente interdites
Dépôt légal n°1653 © Mairie de BAYON – Mai 2013



Éditorial

Madame, Monsieur, chers concitoyens,

Après le numéro spécial paru en novembre 2008 et consacré aux Bayonnais morts pour la France au cours de la guerre de 14-18, Alain RAVAILLER nous offre aujourd'hui le fruit de ses recherches, en hommage aux victimes civiles et militaires de Bayon pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Alain a mené un véritable travail de Bénédictin, consultation d'archives, recueil des souvenirs de certains d'entre vous, rédaction et illustration de l'ouvrage que vous tenez en mains, pour pérenniser le souvenir d'une tranche d'histoire douloureuse de Bayon.

De la Débâcle à la Libération, vous allez refaire un parcours historique jalonné par les épitaphes des enfants de Bayon, ou des militaires venus y donner leur vie, qui furent les victimes de leur engagement pour la France ou de dégâts collatéraux.

Je félicite et je remercie très chaleureusement Alain pour ce devoir de mémoire qu'il nous fait partager et qu'il traduit dans son action, à la suite de Charles NICOLAS, pour réactiver le comité du Souvenir Français du Bayonnais.

Michel CLAIRE
Maire de BAYON.

N'oublions jamais !

« C'était un onze novembre, journée anniversaire.
Nous défilions au pas, allant au Cimetière,
Lorsqu'un ami m'a dit : Pourquoi se recueillir ?
Et pourquoi ressasser ces lointains souvenirs ?

Comment ?... C'est toi qui veut perdre cette habitude
De faire parler ton cœur prêchant la gratitude ?
Il me semble pourtant que ce n'est pas possible,
Au regard de ces croix, de rester insensible !

(...)

Pour te convaincre encore, lève les yeux là-haut,
Au sommet de ce mat où flotte le drapeau.
Fixe bien ce dernier : tu verras dans ses plis
Les images de ceux qui sont tombés pour lui...

(...)

Tiens ! Tu laisses ton cœur exprimer sa souffrance ?
Ecoute-le encore te dire désormais,
Qu'à l'âge de vingt ans, ils sont Morts pour la France...
Alors, ne les oublie jamais, jamais, jamais ! »



La Seconde Guerre mondiale en France, c'est 600.000 morts dont 350.000 civils, 1.830.000 prisonniers et plus de 160.000 déportés.

Alors, n'oublions jamais !

Charles NICOLAS (1924-2007), qui fut longtemps président des sections locales de l'AMC, du Souvenir Français et maître de cérémonie dans les manifestations patriotiques du Bayonnais, a composé le poème dont vous venez de lire quelques extraits pour une cérémonie anniversaire de la bataille de Rozelieures (24-25 août 1914), première victoire française de la Grande Guerre. Nous pouvons cependant être certains qu'en écrivant ces vers, Charles NICOLAS voulait également rendre hommage aux combattants et victimes de la Seconde Guerre mondiale.

Le souvenir des soldats et des civils qui meurent à la guerre, de l'occupation nazie, de la faim qui tenaille le ventre, des privations et brimades de toutes sortes ne sont plus présents que dans l'esprit des plus âgés d'entre nous. Alors pourquoi faire ressurgir ces images douloureuses ? L'histoire appartient au passé et on ne se construit pas un avenir avec le passé. C'est peut-être ce que vous pensez.

Pourtant, qui serions-nous aujourd'hui si nos grands parents, nos parents n'avaient sacrifié leurs vies pour redevenir libres ? Le devoir de mémoire, c'est faire en sorte que toutes ces souffrances n'aient pas été vécues et combattues pour rien...

Répondant à l'appel que j'avais lancé dans le Journal des Bayonnais de janvier 2010, André BRENON et son frère Claude, Georgette CREMEL, Pierre CROUE, Maurice DEMANGE, François D'ORNANT, Marie-Thérèse FELDEN, Jean-Louis GOSSET, Elisabeth GROSJEAN, Marie-Thérèse HUREAUX, Jean KNOCHEL, Gilberte NICOLAS, Claude PIERRON et son frère Jacques, Jean-Claude SCHNEBLE, Suzanne VILLAUME et Marie-Louise THIRIET ont rassemblé leurs souvenirs et fouillé dans leurs archives pour témoigner. J'ai également utilisé le Journal des Marches et Opérations du 98^{ème} régiment d'infanterie qui a défendu Bayon ainsi que les écrits de Juliette QUILLE, partie sur les routes de l'exode en juin 1940, et de Pierre DUPERRON, tué lors des combats du maquis de Leménil-Mitry en septembre 1944. Emilie WILHELM, secrétaire générale de la Mairie, et ses collaboratrices Elodie FRANCOIS et Agnès MATHIEU ont, quant à elles, facilité mes recherches. Enfin, Jean-François LAGAYE a numérisé les photos de Bayon qui m'ont été confiées.

C'est donc une œuvre collective que vous allez découvrir dans les pages qui suivent. Aussi, je voudrais remercier bien sincèrement celles et ceux qui ont contribué à l'écriture et à l'illustration de ce numéro spécial du Journal des Bayonnais consacré à la Seconde Guerre mondiale et à ceux qui l'ont vécu.

Alain RAVAILLER

Bayon pendant la Seconde Guerre mondiale

Hommage aux victimes civiles et militaires

Dès 1924, Adolf Hitler définit ses objectifs dans le livre *Mein Kampf* : mettre fin au *Diktat* du traité de Versailles de 1919 et agrandir l'espace vital allemand vers l'Est de l'Europe en intégrant les populations germanophones à l'Allemagne. Le 30 janvier 1933, il accède au pouvoir en étant nommé chancelier du *Reich* par le maréchal Hindenburg, président de la République. Le 2 août 1934, la mort d'Hindenburg permet à Hitler de cumuler, par plébiscite, les fonctions de chef de l'État et de chef du gouvernement. Le *Führer* instaure alors un régime totalitaire, le *III^{ème} Reich*. En novembre 1936, il conclut avec son homologue italien, Benito Mussolini, une alliance, le Pacte d'Acier, qui est peu après étendue au Japon, en proie lui aussi à un régime totalitaire, pour créer l'« Axe » Berlin – Rome – Tokyo.

En 1939, forte des succès qu'elle a acquis sur la scène internationale avec la remilitarisation de la Rhénanie en 1936, l'annexion de l'Autriche en 1938 et l'occupation des Sudètes puis du reste de la Tchécoslovaquie entre 1938 et 1939, l'Allemagne nazie revendique désormais le « couloir de Danzig », un territoire devenu polonais par le traité de Versailles, qui sépare la Prusse du reste du *Reich*. Le 20 août, face aux rumeurs de guerre et aux bruits de bottes outre-Rhin, les permissions des militaires français sont suspendues ; le lendemain, les officiers de réserve et les troupes spécialisées sont appelés sous les drapeaux. Le même jour, les gardes mobiles prennent position sur les frontières. Le 23 août, avec la signature d'un pacte de non agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique, plus rien ne fait obstacle aux visées expansionnistes du *Führer*. Les troupes françaises arrivent sur la ligne Maginot et le 25 août l'effectif de guerre est en place.



A Paris, comme partout en France, la population prend connaissance de l'ordre de mobilisation générale

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne attaque la Pologne sans déclaration de guerre préalable. C'est le début de la Seconde Guerre mondiale. Annoncée à la radio dans l'après-midi du 1^{er} septembre par Edouard Daladier, président du Conseil et ministre de la Guerre, puis confirmée aux maires par télégramme et à la population par voie d'affichage, la mobilisation générale est effective le lendemain matin à zéro heure. En dix jours, près de cinq millions de Français âgés de 20 à 48 ans rejoignent leur affectation. Dans le même temps, le gouvernement décide d'évacuer les civils sur une bande de 5 à 8 kilomètres le long des zones frontalières situées en avant de la ligne Maginot et le long du Rhin. 520.000 personnes quittent leur maison avec trente kilos de bagages et quatre jours de vivres, laissant tous leurs autres biens sur place.

Le 3 septembre, la Grande-Bretagne et la France, qui ont adopté pendant des années une illusoire politique d'apaisement, décident de s'opposer à Hitler et déclarent la guerre à l'Allemagne. Pour la seconde fois en un quart de siècle, les nations européennes prennent les armes. « *En fin d'après-midi, les cloches de l'église de Bayon sonnent à toute volée pour annoncer la nouvelle à la population* » mais on ne voit pas, comme en 1914, les habitants enthousiastes accompagner les

soldats. « *En quelques jours, le village se trouve vidé de ses forces vives. A part les « affectés spéciaux » échappant à la mobilisation pour assurer la continuité des services essentiels (transport, santé, sécurité entre autres), il ne reste plus que les femmes qui prennent le relais des hommes, les enfants qui doivent apprendre à grandir plus vite pour aider leur mère, les vieillards qui doivent se remettre, s'ils le peuvent encore, au travail, et les handicapés ou malades, dont il faut bien s'occuper. Les camions, les autos et les chevaux sont aussi réquisitionnés. Des équipes spécialisées examinent l'état matériel des véhicules, l'état sanitaire des chevaux, retiennent ce qui leur convient, restituent ce qui ne leur convient pas. On nous distribue des masques à gaz. Par crainte des attaques aériennes, toutes les sources de lumière artificielle sont camouflées : les ampoules sont peintes, les vitres sont masquées par du papier bleu. Certaines vitrines sont couvertes de bandes de papier collant pour éviter les éclats de verre et les caves susceptibles de servir d'abri sont signalées à la population dans le cadre de la « Défense Passive »*

Au terme d'une guerre éclair de quatre semaines, l'Allemagne et l'URSS, qui a attaqué par l'est le 17 septembre, se partagent la Pologne. Cette tactique de la *Blitzkrieg*, combinant l'action de l'aviation, des blindés et de l'infanterie motorisée dans une guerre de mouvement sur un front étroit, permettra à Hitler d'occuper une grande partie de l'Europe en deux années. L'état-major français s'est, quant à lui, préparé à une guerre de position derrière la ligne Maginot. Il continue de voir dans l'infanterie, soutenue par l'artillerie, la « reine des batailles » et ne considère les blindés et l'aviation que comme des armes d'accompagnement. Ainsi, la moitié des chars français n'est pas endivisionnée mais est dispersée en petits groupes dans les régiments d'infanterie. En 1940, ils seront incapables de s'opposer aux formations compactes et mobiles des blindés ennemis. La stratégie du général Gamelin, commandant en chef de la Défense nationale, est de rester sur la défensive en usant l'Allemagne par des « attaques périphériques » et, avec l'aide des Britanniques, en asphyxiant son économie par un blocus maritime afin d'obtenir la victoire sans passer par les terribles hécatombes de la guerre 14-18.

La « Drôle de Guerre » : septembre 1939 - mai 1940

Les armées françaises sont réparties sur quatre théâtres d'opérations : le nord-est de la France, commandé par le général Georges, le sud-est, par le général Besson, l'Afrique du Nord, par le général Noguès et le Levant (Moyen-Orient), par le général Weygand. Trois groupes d'armées assurent la protection de nos frontières du nord-est et du sud-est. Le premier, du général Billotte, est disposé de la mer du Nord jusqu'à Longuyon. Le deuxième, du général Prételat est positionné le long de la ligne Maginot et des défenses du Rhin, de Longuyon jusqu'à Sélestat. Enfin, le troisième, du général Besson, garde la trouée de Belfort jusqu'à Pontarlier et, au sud-est, surveille les cols alpins et la frontière avec l'Italie fasciste.



Une patrouille de la 3^{ème} armée en Moselle

Sur le front du nord-est, le général Gamelin dispose de 103 divisions, dont seulement une trentaine d'active, qui regroupent 2.650.000 hommes : 63 divisions d'infanterie, 7 divisions d'infanterie motorisée, 3 divisions cuirassées de réserve, 3 divisions légères mécaniques, 5 divisions légères de cavalerie, 3 brigades de spahis et, sur la ligne Maginot, 19 divisions de forteresse. Il peut aussi compter sur les 10 divisions d'infanterie et la brigade blindée du *British Expeditionary Force*, le corps expéditionnaire britannique du général lord Gort, réunissant 235.000 hommes. Enfin, l'armée des Alpes compte 550.000 soldats, dont une grande partie gagnera le front du nord-est au cours de l'hiver 1939-1940. Le reste des mobilisés, soit près d'un million cinq cent mille hommes, est affecté à la défense intérieure du pays.

De septembre 1939 à mai 1940, exceptées la brève offensive française en Sarre en septembre pour retenir le maximum de forces allemandes sur le front Ouest et soulager ainsi l'armée polonaise, puis l'expédition franco-britannique en Norvège, en avril-mai, afin d'empêcher l'Allemagne de s'approvisionner depuis le port norvégien de Narvik en minerai de fer suédois, matière première indispensable à son industrie de guerre, les ennemis s'observent sans agir derrière la ligne Maginot, côté français, et la ligne Siegfried, côté allemand.



Deux des huit blocs de l'ouvrage du Simserhof (876 hommes d'équipage) protégés par des rails antichars

Pilier de la stratégie défensive française, la ligne Maginot s'étend de Montmédy, dans les Ardennes, à Huningue, au sud de l'Alsace, mais aussi de la Savoie à la Côte d'Azur. C'est un ensemble composé d'une alternance de gros ouvrages souterrains d'artillerie et d'infanterie, de casemates, d'obstacles antichars, d'abris d'intervalles, de zones inondables (dans la « trouée de la Sarre »), de blockhaus et de toute une infrastructure arrière de voies ferrées, de routes militaires et de casernements. Au nord, le long de la frontière belge, elle se réduit à quelques ouvrages de modeste importance : l'état-major français considère en effet que la forêt des Ardennes est un obstacle naturel infranchissable, même par les blindés. De plus, la construction de la ligne a été entreprise dans le cadre d'une coopération militaire franco-belge qui doit assurer la complémentarité des systèmes défensifs des deux pays face à l'Allemagne. En 1936, la déclaration de neutralité de la Belgique y met fin, contraignant les Français à adopter une stratégie hasardeuse qui consiste à traverser la Belgique en cas d'invasion allemande.



Pendant la « Drôle de guerre », les soldats renforcent leurs positions sur la ligne Maginot et aux frontières

Aussi, après l'arrêt de l'offensive en Sarre, le haut commandement français ordonne la poursuite des travaux défensifs sur les frontières. Pour consolider la ligne Maginot et la prolonger vers la mer du Nord, il reste énormément à faire en tranchées de tir, fossés antichars, boyaux de communication, abattis en lisière des bois, réseaux de barbelés et de rails plantés droit, abris pour les armes automatiques et antichars. Il faut aussi aider le Génie à construire des blockhaus bétonnés et des

casemates. Les soldats s'improvisent maçons, terrassiers, bûcherons, charpentiers, enfonceurs de rails...

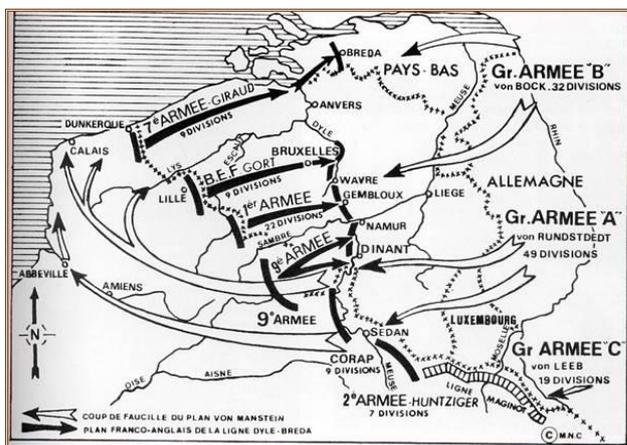
L'hiver 1939-1940, des plus rigoureux, ajoute ses intempéries à l'immobilisme inquiet de cette période : pluies diluviennes en novembre, neige abondante et froid intense -jusqu'à moins 30°- les mois suivants. « Quelques poêles et braseros nous sont distribués. On scie le pain et on découpe le vin à la hache. Les tonneaux éclatent et le « pinard » n'est plus qu'un bloc de glace violacé ». Lors d'une visite sur le front, le président de la République, Albert Lebrun, déplore « des volontés distendues, une discipline relâchée ».

Pour remonter le moral des troupes, le commandement renoue avec le système des permissions après quatre mois de présence au front. Des représentations théâtrales, des tours de chants de vedettes, des séances de cinéma sont organisées pour distraire les hommes. A la radio, Ray Ventura et ses Collégiens ont beau chanter « Nous irons pendre notre linge sur la ligne Siegfried », rien n'y fait, les soldats, inactifs, s'ennuient. C'est la « *Drôle de Guerre* » selon l'expression popularisée par l'écrivain Roland Dorgelès. En dehors de quelques troupes d'élite composées de volontaires, les « corps francs », qui font le coup de feu sur la ligne Maginot et en Alsace, le reste de l'armée attend. « *Au cours de ces huit mois, les Bayonnais ne voient du conflit que quelques convois militaires, quelques duels aériens et des tirs de la D.C.A.* ».



Soldats de la 2^{ème} armée en position sur la frontière belge au cours de l'hiver 39-40

La bataille de France : 10 mai – 25 juin 1940



Les opérations « Fall Gelb » et « Dyle-Breda » en mai 1940



Une colonne française monte au front

Le 10 mai 1940 à 5h35, après avoir réglé le sort de la Pologne, du Danemark et de la Norvège au cours des mois précédents, Hitler, assuré de la neutralité de l'URSS, déclenche l'offensive *Fall Gelb*, le Plan Jaune, à l'Ouest.

Tandis que les 19 divisions du *Heeresgruppe* (groupe d'armées) C du général von Leeb se mettent en position de flanquement face à la ligne Maginot et au Rhin pour fixer par des attaques ciblées un maximum de troupes françaises, le *Heeresgruppe B* du général von Bock, fort de 32 divisions, attaque au nord-ouest, à travers la Belgique et les Pays-Bas.

Répondant à l'appel du roi Léopold III de Belgique, le général Gamelin déclenche la manœuvre Dyle-Breda et fait entrer en Belgique et dans le sud des Pays-Bas les ailes gauche et centre du 1^{er} groupe d'armées pour déjouer ce qu'on croit être une répétition du plan Schlieffen de 1914.

A l'aile gauche de la manœuvre, la 7^{ème} armée du général Giraud progresse en direction de Breda, aux Pays-Bas, pour faire sa jonction avec l'armée hollandaise alors qu'elle devait initialement être maintenue en réserve. A sa droite, le corps expéditionnaire britannique avance pour s'établir entre Louvain et Wavre et renforcer l'armée belge. A la droite des Anglais, la 1^{ère} armée du général Blanchard fait mouvement pour s'installer en travers de la route classique des invasions, la « trouée de Gembloux », de Wavre à Namur.

Toujours plus à droite du front, une partie de la 9^{ème} armée du général Corap pivote pour s'installer dans le saillant des Ardennes, entre Givet et Dinant. Le reste du dispositif français, au sud de Givet jusqu'à Longuyon, est protégé par des éléments fixes de la 9^{ème} armée et par la 2^{ème} armée du général Huntziger. Enfin, positionnées derrière la ligne Maginot et le Rhin, les 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 8^{ème} armées des généraux Condé, Réquin, Bourret et Garchery s'alignent de Longuyon à la frontière suisse.

Le 12 mai, l'armée néerlandaise est submergée par le *Heeresgruppe B* (elle capitulera le 15), ce qui oblige la 7^{ème} armée française à reculer pour établir ses positions sur la rive sud de l'estuaire de l'Escaut. Le même jour, après que des parachutistes se soient emparés du fort d'Eben-Emael, pièce maîtresse du système défensif belge, la VI^{ème} armée du général von Reichenau franchit la Meuse et le canal Albert dans la région de Maastricht, contraignant l'armée belge à se replier sur la ligne Anvers - Louvain. Dès le début de l'offensive allemande en Belgique, les 2^{ème} et 3^{ème} divisions légères méca-

niques du corps de cavalerie du général Prioux se sont portées à la rencontre de l'ennemi pour retarder son avancée et permettre ainsi à la 1^{ère} armée de gagner ses positions sur la Dyle. Les 12 et 13 mai 1940, la première grande bataille de chars de la guerre oppose à Hannut, près de Liège, les blindés français au XVI^{ème} *Panzerkorps* du général Hoepner, appuyé par cinq divisions d'infanterie et la Luftwaffe. Le 14 mai, décimées mais ayant rempli leur mission, les deux divisions françaises se replient



Les avant-gardes blindées françaises du général Prioux s'avancent en Belgique

derrière les lignes alliées, maintenant établies. Lancées à leur poursuite, les III^{ème} et IV^{ème} *Panzerdivisionen* passent à l'offensive dans le secteur de Gembloux. Pendant deux jours, au prix d'effroyables pertes, le 4^{ème} corps de la 1^{ère} armée, composé de la 1^{ère} division marocaine et la 15^{ème} division d'infanterie motorisée, résistera aux blindés allemands et aux *Stuka* avant de recevoir l'ordre de se replier en raison des événements tragiques survenus sur la Meuse, à 100 kilomètres de là.



Réservistes de la 2^{ème} armée française dans les Ardennes en mai 1940

Car ce n'est pas en Belgique que se livre la bataille décisive, c'est dans les Ardennes, sur un front large d'une centaine de kilomètres, entre Dinant et Sedan. Précédant les divisions d'infanterie des IV^{ème}, XII^{ème} et XVI^{ème} armées, les sept divisions blindées et les trois divisions motorisées du groupe d'armées A du général von Rundstedt, indifférentes aux routes étroites et au terrain accidenté, réalisent une percée qui les conduit jusqu'à la Meuse au soir du 12 mai. Ce secteur, à la charnière des fortifications lourdes de la ligne Maginot et de la partie mobile des armées alliées, n'est défendu que par les neuf divisions de la 9^{ème} armée et les trois divisions du 10^{ème} corps de la 2^{ème} armée. Ces unités sont principalement composées de troupes d'infanterie de 2^{ème} réserve (les classes d'âge les plus élevées), peu entraînées, mal

équipées, notamment en canons antichars et en D.C.A., et donc pour le moins peu préparées à combattre le gros de l'armée allemande ! L'état-major français, qui a engagé la presque totalité des forces alliées dans la manœuvre en Belgique, ne

dispose plus de réserves suffisantes pour tendre une deuxième ligne de défense et moins encore pour repousser les assaillants.



15 mai 1940 : La X^{ème} division « Panzer » du XIX^{ème} « Panzerkorps » vient de traverser la Meuse près de Sedan et progresse en direction de la Manche. Elle prendra la ville de Calais le 26 mai.

Entre le 13 et le 15 mai, les trois corps blindés du général von Kleist franchissent la Meuse à trois endroits : le XXXIX^{ème} (39^{ème}), du général Hoth, à Dinant, le XLI^{ème} (41^{ème}), du général Reinhardt, à Monthermé, et le XIX^{ème} (19^{ème}), du général Guderian, à Sedan. La situation de la 2^{ème} armée devient rapidement critique. Son flanc gauche ayant été anéanti, le général Huntziger décide de la faire reculer jusqu'à la ligne Maginot, ce qui a pour conséquence l'ouverture d'une énorme brèche dans le dispositif français.

L'ensemble du front allié sur la Meuse s'écroule malgré des affrontements locaux parfois très violents comme à La Horgne le 15 mai, où la 3^{ème} brigade de Spahis, avec des moyens antichars dérisoires, tient en échec pendant plus de dix heures deux bataillons du I^{er} *Schützenregiment* appuyés par des blindés, à Stonne, les 15 et 16 mai, où les fantassins du 67^{ème} régiment d'infanterie et des motocyclistes du 6^{ème} groupe de reconnaissance résistent aux assauts répétés du régiment d'élite *Grossdeutschland*.



Une cloche blindée du fort de Villy-la-Ferté (Ardennes) après l'attaque allemande du 18 mai 1940

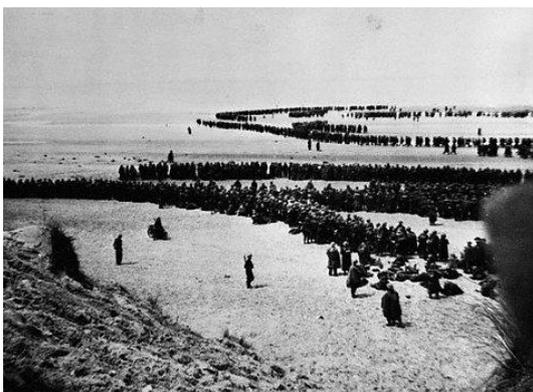
Dernier ouvrage de la ligne Maginot à l'ouest du secteur fortifié de Montmédy, ce petit fort était composé de deux blocs de combat reliés entre eux par une galerie souterraine de 270 mètres de long. Au soir du 18 mai 1940, après une intense préparation d'artillerie, les pionniers allemands attaquent l'ouvrage, font sauter les créneaux de tir des cloches blindées, culbutent la tourelle et introduisent des charges de neutralisation. Malgré l'étendue des dégâts, le lieutenant Bourguignon, commandant l'ouvrage, reçoit l'ordre du haut commandement de ne pas évacuer. Le lendemain, à 5h30, l'ouvrage ne répond plus. Le 2 juin, quand les Allemands pénètrent dans le bloc 2, ils découvrent dans la galerie les 107 soldats et officiers du 155^{ème} régiment d'infanterie de forteresse qui composaient son équipage, morts asphyxiés.

Le 16 mai, la percée est faite. Appuyées par une aviation qui s'est rendue maîtresse du ciel et pilonne les troupes françaises par d'incessantes attaques en piqué, toutes sirènes hurlantes, des fameux avions *Stuka*, les trois *Panzerdivisionen* du général Guderian, dans un mouvement tournant, avancent à grande vitesse vers l'Ouest. Le 17, elles arrivent à Montcornet, dans l'Aisne, où elles sont un moment tenues en échec par la 4^{ème} division cuirassée de réserve du colonel de Gaulle, le 18 à Saint-Quentin, le 19 à Péronne et le 20 à Amiens, Abbeville et sur les plages de Noyelles-sur-Mer, dans la baie de Somme. En cinq jours, la *Wehrmacht* a isolé dans les Flandres le corps expéditionnaire britannique et les 1^{ère} et 7^{ème} armées françaises, qui sont dorénavant exposées aux attaques frontales du groupe d'armées B allemand, et menacées d'encerclement sur leur flanc droit et leurs arrières par les corps blindés du *Heeresgruppe A*.

Le 19 mai, devant l'imminence du désastre, le président du Conseil, Paul Reynaud, tente de faire face en limogeant Maurice Gamelin et en le remplaçant à la tête des armées par Maxime Weygand. Sur le terrain, l'infanterie allemande suit avec difficulté la marche forcée des chars. Le 23 mai, reprenant l'ultime plan de son prédécesseur, le général Weygand décide de profiter de cette faiblesse en menant, par le sud et par le nord, une double contre-attaque franco-britannique entre Cambrai et Arras pour briser l'encerclement et couper l'avant-garde allemande de ses soutiens. Mais la fragilité de la coalition alliée ne permet pas l'aboutissement de cette contre-offensive. En effet, le général Gort ne songe qu'au rembarquement des troupes britanniques. Le 25 mai, il ordonne le repli vers Dunkerque, une opération qui plonge les Belges dans une situation désespérée : le 27, Léopold III capitule. Le même jour, la 4^{ème} division cuirassée de réserve attaque les Allemands pour réduire la poche d'Abbeville. En vain, faute de soutien ! Les Alliés s'organisent alors autour de Lille pour tenter de bloquer l'ennemi.



Pendant trois jours, les soldats vont résister à des attaques incessantes. Le 1^{er} juin, les munitions sont épuisées et les défenseurs de Lille se rendent. L'ennemi leur rendra les honneurs militaires.



Faute de pouvoir rétablir la liaison avec le gros de l'armée française, les divisions franco-britanniques encerclées se sont repliées sur Dunkerque afin d'être évacuées par voie maritime. Baptisée « opération Dynamo », l'évacuation est opérée à l'aide des navires de la *Royal Navy* et de la *Royale*, tandis que la *Royal Air Force* couvre l'opération dans le ciel. Mais la faible déclivité des plages oblige les navires de haute mer à mouiller au large. Aussi, des ferries, des remorqueurs, des chalutiers, des péniches, des yachts et même de très petites embarcations, les *little ships*, sont réquisitionnés pour faire la navette des plages jusqu'aux bateaux ou transporter directement les hommes en Angleterre.

Sur les quais du port de Dunkerque et la plage de Malo-les-Bains les hommes sont fatigués et désabusés. Seront-ils embarqués ?

Du 28 mai au 4 juin, plus de 340.000 soldats alliés, dont 120.000 Français, 16.000 Belges et Hollandais, sont évacués vers l'Angleterre, abandonnant sur les routes et sur les plages leur matériel lourd : environ 2.000 canons, 60.000 véhicules et blindés, plus de 500.000 tonnes de munitions, de carburant, de ravitaillement.



La noria des « little ships » vers les navires

Les pertes humaines alliées sont considérables : 10.000 hommes ont été tués ou sont portés disparus, plusieurs dizaines de milliers ont été blessés au cours de l'opération. La *Wehrmacht* capture près de 35.000 soldats ; la quasi-totalité sont des Français qui ont participé aux combats d'arrière-garde pour ralentir la progression ennemie vers Dunkerque.



Matériels abandonnés sur la plage de Malo-les-Bains « terminus » après l'évacuation de Dunkerque

Le général Weygand doit maintenant faire face à une situation très précaire : établir un front plus long que le précédent alors que ses effectifs sont moindres ; les Français ont en effet perdu trente divisions et les Britanniques n'en ont laissé que deux sur le continent. La nouvelle ligne de défense qu'il organise, appelée « ligne Weygand », s'appuie sur les rives sud de la Somme et de l'Aisne jusqu'à Vouziers, dans les Ardennes, pour rejoindre la ligne Maginot par Montmédy.

Positionné le plus à l'ouest, le groupe d'armées n° 3 du général Besson, transféré sur les bords de la Somme pour prendre la place du groupe d'armées n° 1 anéanti, couvre les 240 kilomètres du front entre Abbeville et Neufchâtel-sur-Aisne : la 10^{ème} armée du général Altmayer, dont la 51^{ème} division d'infanterie britannique forme l'aile gauche, se met en place sur la Basse-Somme ; la 7^{ème} armée du général Frère barre les directions de Compiègne et de Beauvais tandis que la 6^{ème} armée du général Touchon, dite « armée de Paris », est sur l'Aisne.



A la fin de mois de mai 1940, les hommes de la 7^{ème} armée gagnent la ligne Weygand

Au centre, les 12 divisions du groupe d'armées n° 4 du général Huntziger tiennent un front de 120 kilomètres : la 4^{ème} armée du général Réquin sur l'Aisne, entre Neufchâtel-sur-Aisne et Attigny ; à sa droite, la 2^{ème} armée du général Freydenberg barre à l'ennemi les itinéraires de l'Argonne jusqu'à Longuyon.

Enfin, sur la droite, le 2^{ème} groupe d'armées du général Prételat, dont deux divisions polonaises complètent les effectifs, couvre la ligne Maginot et les fortifications du Rhin, de Montmédy à Sélestat : la 3^{ème} armée du général Condé barre la vallée de la Moselle ; lui succède, de Bitche à Sélestat, la 5^{ème} armée du général Bourret ; enfin, la 8^{ème} armée du général Laure s'installe dans la trouée de Belfort pour repousser l'ennemi, qu'il tente de franchir le Rhin entre Sélestat et Bâle ou qu'il emprunte dans la même intention le territoire suisse.

Malgré la mobilisation de 16 divisions d'infanterie jusque là maintenues en réserve, le général Weygand ne dispose plus, à ce moment, que de 71 divisions, dont 7 divisions cuirassées, mécanisées et de cavalerie, 2 divisions anglaises et 2 polonaises. Mais encore, pour arriver à ce total, a-t-il dû puiser dans les unités des

théâtres d'opérations des Alpes et d'Afrique du Nord, en dépit de la menace italienne qui se précise de jour en jour. En face, les Allemands ont reconstitué leurs dix formations blindées et ils disposent de cent trente divisions d'infanterie quasi intactes. De plus, la *Luftwaffe* domine le ciel.

Pour tenir ce front, le général Weygand prescrit une défense en profondeur, où les villages, les bois, les points remarquables du relief, les cours d'eau et les voies d'accès principales sont organisés en un quadrillage de multiples îlots de résistance. Ces « hérissos » doivent opposer une résistance suffisante aux *Panzer* pour que ceux-ci les contournent, puis être capables de bloquer l'infanterie qui suit les blindés. Tout cela pour couper les chars de leur chaîne de ravitaillement, de façon que leur attaque s'épuise d'elle-même. Le problème, c'est qu'entre ces points forts, il n'y a rien ou presque, ni barbelés, ni tranchées, ni fossés, ni même terrain miné. De plus, l'artillerie lourde, installée trois ou quatre kilomètres à l'arrière, n'est pas toujours en mesure de prendre sous ses feux croisés la progression des blindés ennemis. Mais cette organisation de la ligne de défense est la seule possible : il n'y a plus assez d'hommes pour tenir un front continu.



Canon antichar français en position dans un village



Le groupement blindé du général von Kleist reprend l'offensive le 5 juin 1940

Le 5 juin au matin, avec le soutien de la *Luftwaffe*, la *Wehrmacht* reprend l'offensive en lançant l'opération *Fall Rot*, le « Plan Rouge », sur la ligne Weygand. Le *Heeresgruppe B* du général von Bock attaque de l'embouchure de la Somme à Péronne. L'action est menée par deux groupements blindés : celui du général Hoth, qui se présente face à la 10^{ème} armée du général Altmayer, et celui du général von Kleist, face à la 7^{ème} armée du général Frère. Les *Panzer* sont appuyés, en première ligne, par quatre divisions motorisées et une de cavalerie et suivis, en

deuxième échelon, de 37 divisions d'infanterie. Face à l'attaque, les deux armées françaises n'alignent que 16 divisions. Quarante-huit heures durant, la bataille fait rage sans qu'apparaisse dans les rangs français aucun signe de dislocation. L'absence de couverture aérienne, la dispersion de l'artillerie, l'usure des troupes déjà en sous-effectifs, mènent cependant à l'effondrement du dispositif français. Le 7 juin, le XV^{ème} groupement blindé perce les lignes de la 10^{ème} armée et Rommel, avec sa VII^{ème} *Panzerdivision*, file en direction de la Basse-Seine.

- VALETTE Maurice, Auguste

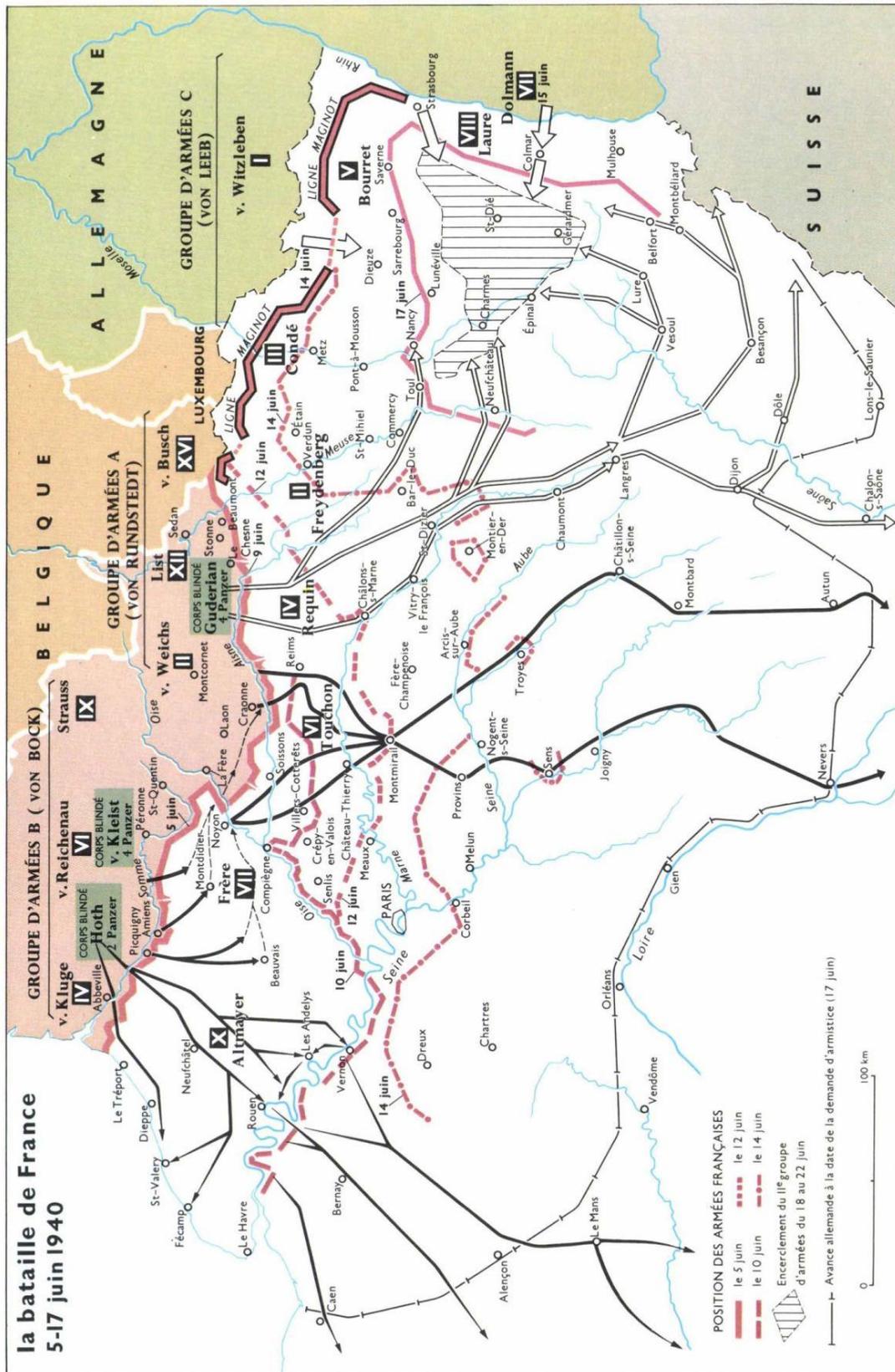
Né le 14 juillet 1910 à GERBEVILLER (Meurthe-et-Moselle), domicilié à BAYON.

Marié à Yvonne Alice PETIT.

Soldat au 3^{ème} régiment de dragons portés.

« Tué par éclats d'obus » le 6 juin 1940 à MONTMARQUET (Somme).

« Mort pour la France ».



L'offensive des armées allemandes entre le 5 et le 17 juin 1940, date de la demande d'armistice

La 10^{ème} armée bat alors en retraite pour se joindre aux 6^{ème} et 7^{ème} armées afin de constituer un nouveau front de défense sur la ligne Caen - Alençon - Fontainebleau - Sens. Les troupes allemandes atteignent Rouen le 9 juin. Saint-Valéry-en-Caux, transformé en camp retranché par les Ecossais de la 51st Highland division et quelques unités de la 10^{ème} armée pour permettre leur évacuation par mer, tombe le 12 juin, livrant aux Allemands 46.000 hommes.



Sépulture provisoire d'un soldat français après la bataille de Saint Valéry-en-Caux

De son côté, le groupement du général von Kleist, qui a été réorienté après son échec face à la 7^{ème} armée, atteint le Chemin des Dames et marche sur Compiègne et Villers-Cotterêts.

Le 9 juin, le *Heeresgruppe A* du général von Runstedt entre à son tour dans la bataille sur l'Aisne et la Meuse contre le 4^{ème} groupe d'armées du général Huntziger, avec une écrasante supériorité numérique et matérielle. Dans cette lutte inégale, les Français font d'abord bonne figure. Le XVII^{ème} *Armeekorps* qui forme l'aile gauche de la XII^{ème} armée du général List, est mis en échec, sur le canal des Ardennes, par la seule 36^{ème} division d'infanterie du général Aublet. Entre l'Argonne et Rethel, le XXIII^{ème} *Armeekorps* n'est pas plus heureux face à la 14^{ème} division d'infanterie du général de Lattre de Tassigny et doit abandonner les têtes de pont qu'il avait conquises sur la rive gauche de l'Aisne.

A l'ouest de Rethel, l'aile droite de la XII^{ème} armée et la II^{ème} armée allemandes ont plus de succès. L'effondrement du 7^{ème} corps d'armée qui fait la jonction entre les 6^{ème} et 4^{ème} armées des généraux Touchon et Réquin ouvre une énorme brèche dans le dispositif français par laquelle s'engouffre le XIX^{ème} groupe blindé du général Guderian. Les blindés du général Buisson contre-attaquent et ralentissent un moment la percée allemande mais, le 10 juin, pour les mêmes raisons que dans la Somme, les points d'appui français sont peu à peu submergés, contraignant les hommes de la 2^{ème} armée à un premier repli à l'ouest de la Meuse, en direction des Monts de Champagne, quand ils ne sont pas capturés.

Maurice DEMANGE, âgé d'une huitaine d'années en 1939, se souvient : « A la déclaration de guerre, mon père, adjudant-chef au 73^{ème} régiment d'artillerie stationné à Lunéville, a été promu lieutenant « à titre temporaire », c'est-à-dire pour la durée de la guerre. Il est alors parti dans le Nord de la France rejoindre sa nouvelle unité, le 77^{ème} régiment d'artillerie, en tant que commandant de batterie. A la débâcle, après avoir combattu en Belgique et dans les Ardennes, les restes de son unité se replient vers Riom, de nuit et tous feux éteints pour ne pas être repérés par l'ennemi. L'automobile dont il est passager heurte un camion à l'arrêt. Victime du « coup du lapin », il est laissé pour mort sur le bas-côté de la route. Finalement transporté à l'hôpital de Riom puis à celui de Vichy, mon père restera hospitalisé pendant deux années. Lorsqu'il sera déclaré apte à reprendre le service, malgré d'importantes séquelles, il sera affecté dans les services administratifs de l'armée de Vichy, ce qui fera parfois dire à certains que mon père était un « collabo ». Je suis convaincu qu'il ne l'était pas ».



Convoi détruit après une attaque des Stuka

- DEMANGE Joseph, Augustin, Edouard

Né le 18 septembre 1903 à FRAIMBOIS (Meurthe-et-Moselle). Marié à Lucie FAUCONNIER. Lieutenant « à titre temporaire » au 77^{ème} régiment d'artillerie puis maintenu dans « l'armée d'armistice du Gouvernement de Vichy ». Décédé le 22 février 1944 à VICHY (Allier) « des suites de maladie » consécutive à ses blessures, il n'a pas été reconnu « Mort pour la France ».

A la date du 11 juin, il ne reste plus au commandement français que l'équivalent d'une trentaine de divisions pour continuer la lutte entre Longuyon et l'estuaire de la Seine. Après la bataille de la Somme, la bataille de Champagne est perdue. A la débâcle militaire s'ajoute l'exode de huit à dix millions de civils qui fuient vers le sud au cours d'un long et douloureux périple sur des routes constamment pilonnées par la *Wehrmacht* et la *Luftwaffe*. Chassés par l'avance allemande, ils traînent avec eux tout ce qu'ils ont pu emporter de leur maison, dans leurs voitures rapidement à court d'essence, dans des charrettes, des brouettes, sur des vélos, dans des poussettes. Pour les soldats, se sont autant d'entraves aux opérations militaires.



L'exode de la population dans le Nord de la France

Le 12 juin, à 13h15, la situation étant devenue critique, le général Weygand donne l'ordre de la retraite générale des armées françaises sur la ligne « embouchure de l'Orne - Caen - Mayenne - Tours - Loire - Clamecy - Dijon - Dôle - Genève ». Il essaie de faire de la Loire le dernier obstacle à l'avancée allemande, en y concentrant les divisions restantes. Mais ses troupes, dans l'incapacité de se regrouper, ne peuvent offrir une résistance suffisante aux armées allemandes. Elles sont rapidement divisées en quatre tronçons séparés par de larges intervalles dans lesquels les colonnes blindées ennemies progressent rapidement en éventail : les XV^{ème} et XIV^{ème} *Panzerkorps* vers la Bretagne et le Sud-Ouest afin de couper la retraite des forces françaises qui se replient sur Bordeaux ; le XVI^{ème} corps motorisé d'Erich Hoepner vers le Centre de la France et le sillon rhodanien pour prendre à revers les défenses françaises des Alpes et faciliter ainsi aux Italiens le passage des cols alpins ; le XIX^{ème} groupement blindé d'Heinz Guderian à travers le plateau lorrain et vers la frontière suisse.

A l'ouest, les Allemands passent la Loire entre Nantes et Angers, et balayent les restes de défense française. Ils s'emparent de Niort, Poitiers, Angoulême et atteindront l'océan Atlantique à Rochefort le 22, Bordeaux le 24. Au centre, les quatre divisions blindées du groupe von Kleist prennent Moulins, Vichy, Roanne, et occuperont Lyon le 20. Au milieu de cette tenaille, le groupe d'armée n° 3 bat en retraite derrière la Loire le 17 juin, derrière le Cher le 19, au-delà de l'Indre le 20.



Juin 1940, la débâcle : les soldats utilisent brouettes et landaus pour transporter leurs effets

Dans l'Est, tandis que le XLI^{ème} (41^{ème}) *Panzerkorps* se rabat vers Bar-le-Duc, Toul et Nancy pour prendre à revers les défenseurs de la ligne Maginot, le XIX^{ème} (19^{ème}) *Panzerkorps* fonce en direction de la Franche-Comté pour isoler le groupe d'armées n° 2 du général Prételat, le seul à être demeuré à peu près intact, bien qu'amoindri par le transfert de troupes sur la Somme.

Le 13 juin, l'état-major français décide d'évacuer la ligne Maginot. Tournée par le nord par les troupes ennemies, on ne voit plus en elle aucune utilité.

Le lendemain, 14 juin, avec l'entrée de l'armée allemande dans Paris, déclarée « ville ouverte », la fin de la campagne de France semble n'être plus qu'une question de jours. Pour l'accélérer encore, le général von Leeb, commandant le *Heeresgruppe C*, déclenche l'opération « *Tiger* » en lançant six divisions de la I^{ère} armée du général von Witzleben contre la ligne Maginot, en son point jugé le plus faible, la « Trouée de la Sarre », entre Saint-Avold et Sarreguemines. Le secteur défensif est constitué à cet endroit d'une série de casemates, les « petits bétons » en jargon militaire, tenant sous leurs feux un ingénieux système défensif constitué de vastes étendues inondables, et inondées depuis la mi-mai pour parer toute attaque ennemie, la « ligne Maginot aquatique ».



Poste d'observation sur la ligne Maginot



Un ouvrage de la Ligne Maginot après l'attaque allemande. Au premier plan, des sépultures provisoires de soldats français

Les combats font rage toute la journée. En dépit de l'appui constant de 250 batteries, soit un millier de canons de tous calibres tirant en même temps sur un front de moins de 30 kilomètres, et des bombardiers de la *Luftwaffe* d'autant plus efficaces que la chasse française est absente du ciel lorrain, les Allemands sont repoussés. Mais il s'agit d'une victoire française sans lendemain : les unités de la ligne Maginot et les troupes de couverture reçoivent, à la nuit tombée, l'ordre d'aban-

donner leurs positions et de se replier vers le sud, ouvrant ainsi tout grand le passage aux troupes allemandes. Seuls quelques éléments retardateurs sont laissés sur place. Ils seront balayés dès le lendemain matin. Le repli des troupes ne laisse à la ligne Maginot que 22.000 défenseurs dont la mission est de « faire du volume » en décuplant leur activité. Si les petits ouvrages fortifiés succombent rapidement, les plus importants résistent et, pour les derniers, ne se rendront, sur ordre formel de l'état-major français, que le 2 juillet, soit huit jours après l'entrée en vigueur de l'armistice.

La retraite s'effectue dans les pires conditions : manque de moyens de transport efficaces, de munitions, de vivres, maîtrise aérienne totale de la *Luftwaffe*, absence d'ordres, perte de la confiance envers les chefs... Se déplaçant en grande partie à pied, les régiments sont tour à tour accrochés par l'ennemi et perdent au fil de leur recul la majorité de leurs unités. « *Pour ne pas tomber aux mains des Allemands qui talonnent les troupes françaises, les jeunes hommes, les mobilisables et les*

gendarmes de Bayon ont été évacués dès le 14 juin. Personne ne sait vraiment ce qui se passe et les rumeurs d'exactions et de massacres sont nombreuses. La peur est là, à n'en pas douter ». Afin d'éviter que les rares véhicules restant au village soient réquisitionnés, les habitants les cachent. André Louis BRENON, artisan peintre, dissimule ainsi sa voiture, une Peugeot 301 familiale de 8 chevaux, sous des bottes de foin dans une grange appartenant à M. LALLEMAND.

Face à ce désastre, de nombreux habitants de Bayon prendront le chemin de l'exode dans les jours suivants. Se rappelant la « fausse guerre » de 1938, Georgette CREMEL, dont le mari, Maurice, l'un des trois boulangers du village, a été mobilisé en 1939, est bien décidée à rester dans la boulangerie qu'elle tient à l'angle de la place de Lorraine et de la Grande Rue. Pourtant, un de ses voisins, l'abbé DOBLAIRE, professeur à Nancy, la convainc de partir. Le 15 juin, elle prend le volant de sa camionnette de livraison. *« J'emmène avec moi ma fille, âgée de six mois, et, comme je pensais que cela n'allait pas durer, un tas de linge à repasser ! Dans la traversée du bourg, je recueille onze personnes qui s'entassent à bord de la voiture. Je voulais m'arrêter pour la nuit dans de la famille à Monthureux-sur-Saône mais lorsque nous sommes arrivés, il n'y avait plus personne. Au cours du voyage, nous avons vécu une situation -cocasse après-coup- qui aurait pu s'avérer tragique pour nous : dans la traversée de Saint-Etienne, nous rencontrons des soldats comme je n'en avais jamais vus, « beaux comme tout dans leurs cirés noirs ». En levant les bras au ciel, je crie : « les Anglais »... alors que ce sont les Allemands qui envahissent la capitale du Forez. Au terme d'un long périple, nous sommes arrivés à Saint-Chély-d'Apcher, en Lozère, où nous avons été hébergés pendant huit jours. A mon retour à Bayon, le 8 juillet 1940, j'ai découvert le magasin sérieusement endommagé et pillé : les rideaux flottent au vent par les fenêtres brisées, les 220 douzaines d'œufs achetées avant mon départ ont disparu ».*



Le Maréchal Pétain



**Le général de Gaulle
au micro de la BBC**

Pour le généralissime Weygand, la « bataille de France » est perdue et il faut trouver une solution pour un armistice acceptable, en évitant l'encerclement général des armées françaises. Désormais, c'est le politique qui prend le relais des militaires ! Le gouvernement français, maintenant replié à Bordeaux, se divise sur la conduite à tenir : capituler ou conclure un armistice. Mis en minorité, le président du Conseil, Paul Reynaud, favorable à une capitulation qui aurait permis de continuer le combat depuis l'Afrique du Nord, est contraint à la démission le 16 juin. Il est remplacé par le maréchal Pétain, nommé par le président de la République Albert Lebrun.

Le lendemain, 17 juin, le héros de Verdun déclare dans une allocution radiodiffusée : « C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités » tandis que le 18 juin, depuis Londres, le général de Gaulle, sous-secrétaire d'Etat à la défense nationale et à la guerre dans le gouvernement Reynaud, appelle à la résistance et à la poursuite du combat : « J'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver [...] à se mettre en rapport avec moi [...]. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ». Le lendemain de cet appel peu entendu en France, le général de Gaulle récidive en assurant : « Tout Français qui porte encore des armes a le devoir absolu de continuer la résistance ».

Il se trouve encore des hommes qui, dans le chaos de la défaite, conservent intacts honneur et dignité. Pour retenir les forces allemandes, des lignes d'arrêt sont organisées à la mi-juin le long de la Meuse à l'ouest, du canal de la Marne au Rhin au nord, et des Vosges à l'est. Mis sur pied à Guéret, dans la Creuse, en septembre 1939, le 98^{ème} régiment d'infanterie -qui participera à la défense de Bayon- est une unité de réserve de la 26^{ème} division d'infanterie rattachée au 6^{ème} corps d'armée de la 3^{ème} armée du général Condé. A la mi-mars 1940, après avoir effectué six mois de manœuvres et d'entraînement au camp de Mourmelon, le régiment est déployé en appui de la ligne Maginot, dans le Secteur Fortifié de Boulay, aux alentours du village de Verny, au sud de Metz. Le repli de la division, couvert par le 14^{ème} groupe de reconnaissance de division d'infanterie, amène le 98^{ème} sur la Seille, puis en arrière-garde sur la Nied française, et enfin, le 18 juin, sur le canal de la Marne au Rhin, entre Maixe et Crévic, où il est en grande partie fait prisonnier après de violents combats. Les restes épars du régiment se replient vers le sud.

« Avec l'avancée allemande et l'occupation de Nancy, Bayon voit défilé de nombreuses troupes de toutes les armes qui se replient sur Epinal, Besançon ou Langres ». Ces unités sont constamment harcelées par les avant-gardes ennemies.

- **DOYEN Emile**

Né le 28 octobre 1909 à SAINT-MARCEL (Meurthe-et-Moselle) et y demeurant.
Célibataire.

Soldat au 169^{ème} Régiment d'Infanterie, 2^{ème} bataillon, Compagnie Hors Rang.

Décédé le 19 juin 1940, vers 10h30, sur la route menant de BAYON à LOREY.

Son nom est inscrit sur le registre des décès de la commune avec la mention « Mort pour la France » mais ne figure pas sur le Monument aux Morts.



En attendant l'ennemi

Le 19 juin, le sort des troupes françaises dans l'Est est scellé avec la jonction à Belfort du XIX^{ème} (19^{ème}) *Panzerkorps* et de la VII^{ème} armée du général Dollmann qui a traversé le Rhin quatre jours plus tôt, vers Neuf-Brisach. Au nord, les 2^{ème}, 4^{ème}, et 6^{ème} armées sont quasiment anéanties ; au sud, les 3^{ème}, 5^{ème}, et 8^{ème} armées sont encerclés et se dirigent vers le massif vosgien. Le même jour, la maigre ligne de défense établie autour de Tantonville et Haroué cède sous les assauts de la 212^{ème} division d'infanterie allemande et se replie en direction de la vallée de la Moselle. Dans le secteur, la situation des troupes françaises devient rapidement critique. Trois divisions d'infanterie les menacent au nord, tandis qu'une division des tant redoutés *Panzer* remonte vers Charmes. Pour compliquer le tout, d'innombrables réfugiés encombrant les routes, les villages, les champs.

Le 19 juin toujours, au nord-est de Bayon, le 1^{er} bataillon du 98^{ème} régiment d'infanterie s'installe sur la rive sud de la Meurthe pour empêcher l'ennemi de franchir la rivière : à gauche, la 2^{ème} compagnie est près de Rosières-aux-Salines ; à droite, la 1^{ère} est vers Damelevières, et enfin, au centre, la 3^{ème} couvre le nord de Vigneulles. Ses voisins sont, à l'ouest, des éléments du 105^{ème} régiment d'infanterie et, à l'est, du 86^{ème} régiment d'infanterie, unités qui font partie de la 26^{ème} division. *« Ayant appris que les Allemands pénètrent dans Rosières, les Français laissent au carrefour des routes de Vigneulles et de Rosières deux sections : une de fusiliers-voltigeurs et une de mitrailleuses. Vers 9h30, l'ennemi se présente devant le barrage qui est violemment pris à partie par des armes automatiques d'abord, par l'artillerie ensuite ».* Malgré une résistance farouche qui occasionne des pertes sévères à l'ennemi, les troupes françaises, en infériorité numérique, doivent reculer.

20 juin 1940 : les Allemands attaquent Bayon

Le 20 juin, vers 3h30, le 2^{ème} bataillon du 98^{ème} régiment d'infanterie et deux bataillons des 168^{ème} et 105^{ème} régiments d'infanterie se mettent en place à l'est de Bayon. Le 1^{er} bataillon du 98^{ème} régiment d'infanterie arrive ensuite par petits groupes qui s'installent vers 6 heures au nord de la route reliant Clayeures à Moriviller. Pendant ce temps, d'importants éléments ennemis s'infiltrèrent devant le 2^{ème} bataillon.

Au petit matin, pour fuir l'ennemi, Juliette QUILLE, maman d'une fille de trois ans et enceinte de huit mois, s'installe dans un véhicule mis à disposition de ses employés par monsieur REMY, directeur de la Coopérative Agricole : « *Nous étions 45 personnes dans un camion et une remorque conduits en direction du centre de la France par monsieur MILAN, employé de la coopérative. Le mari de ma belle-sœur, qui était soldat et retraitait par Bayon ce jour là, n'a trouvé personne car nous étions partis depuis le matin. Il a été fait prisonnier quelques jours plus tard et emmené en Prusse ; il n'a été libéré que cinq années plus tard. En route, nous couchions dans des centres d'accueil.*



20 juin 1940 : les Allemands attaquent Bayon



Le char léger Renault FT (FT = Faible Tonnage), vétéran de la 1^{ère} Guerre mondiale, fut le plus vieux char utilisé durant la campagne de France. Les Allemands ont porté sur les flancs de celui-ci, immobilisé dans l'Euron après l'attaque de Bayon, l'inscription méprisante « *Kindervagen der Grand Armée !!!* » : « *landau de la Grande Armée* »

Heureusement car la veille il y avait eu des morts à cet endroit. Nous sommes arrivés à Combeaufontaine, en Haute-Saône, et nous allions plus loin mais on nous a fait retourner en nous disant qu'il fallait rester dans les villes pour être ravitaillés. Nous avons donc été obligés de retourner et notre camion avec sa remorque a manqué de tomber dans un ravin. Heureusement que la remorque s'est arrêtée contre un arbre !

Quand nous sommes repassés à Combeaufontaine, le village avait été bombardé par les Italiens. C'était épouvantable à voir ces maisons démolies, ces voitures calcinées. Arrivés à Villefranche-sur-Saône alors que les Allemands y entraînent, nous y sommes restés huit jours. Au retour, après l'armistice, nous avons été arrêtés à Gray. Je suis quand même arrivée à rentrer à Bayon où ma fille, Michèle, est née quinze jours plus tard. A sa naissance, je ne savais pas si mon mari était vivant ou prisonnier. Replié à Guéret, dans la Creuse, il n'est rentré que six mois plus tard. Ma maison avait commencé à brûler mais deux voisins avaient réussi à éteindre l'incendie. Il n'y avait plus d'électricité, plus de carreaux aux fenêtres mais on m'a dépannée tout de suite ».

Dans la matinée du 20 juin, Maurice CREMEL, mobilisé sur la ligne Maginot au 214^{ème} régiment d'artillerie, pédale en direction de Bayon sur une bicyclette qui lui a été prêtée par un cultivateur de sa connaissance. Alors que son régiment en retraite traversait le Saintois pour gagner les Vosges, il a obtenu la permission d'aller voir sa femme. Il est refoulé avant d'arriver à Bayon car les troupes allemandes attaquent le village par la côte de Lunéville et la vallée de l'Euron. Il sera fait prisonnier après avoir rejoint son unité et regroupé, avec plusieurs milliers d'autres soldats, sur le territoire d'Houdreville. Transféré dans une caserne d'Essey-les-Nancy puis en Allemagne, il ne reviendra à Bayon que le 31 mai 1945.



C'est le quartier situé au pied de l'église qui est principalement visé par le bombardement allemand du 20 juin 1940. A l'arrière plan, l'actuelle place du Château était occupée par des habitations, l'école des filles, le « château » de la famille d'Ornant et le local des pompes (carte postale du début du XX^{ème} siècle).

Les soldats français sont prêts à se battre. *« Quelques troupes couvrant la retraite se sont établies au pied de Bayon, dans l'intention de défendre le pont sur la Moselle et les routes de Charmes et Baccarat. Elles sont peu nombreuses : une demi-compagnie d'infanterie, environ 70 hommes, avec quatre canons de 75 mm, quelques fusils mitrailleurs et trois chars d'assaut. Sur la route de Lorey, un officier allemand arrive en auto devant les barrages et crie « Français, rendez vous ». Un sous-lieutenant le tue à coup de revolver ».* Pour tenter d'éviter l'assaut du village, Fernand GAUTHIER, l'adjoint au maire qui assure la conduite des affaires communales depuis la mobilisation du maire, Pierre PIERRON, va à la rencontre de l'ennemi accompagné par quelques hommes. Il a ceint son écharpe tricolore et porte un drapeau blanc. L'officier qui le reçoit oppose un refus catégorique à sa proposition de déclarer Bayon « ville ouverte » : le village sera bombardé au bout de 45 minutes si les Français ne capitulent pas. La menace est sans effet : *« trois Allemands sont tués dans les jardins de l'entrée du bourg lors d'une escarmouche avec des soldats français près du pont de l'Euron ».*



Le pont sur la Moselle a sauté

« Vers 11h, les canons de 105 mm et les mortiers de l'ennemi entrent en action. Les habitants se réfugient là où ils croient être le mieux à l'abri, qui dans les caves, qui dans les jardins ou dans les bosquets, pendant que pleuvent les obus incendiaires et que crépitent les mitrailleuses. Dès le début du bombardement, le Génie français fait sauter deux travées du pont métallique sur la Moselle pour retarder l'avance allemande ». Une première victime est à déplorer parmi la population.

- **STRACK Anna, épouse SCHNEIDER**

Née le 24 novembre 1876 à PAPENBURG (Allemagne, Land de Basse-Saxe). Domiciliée à STRASBOURG (Bas-Rhin), réfugiée à BAYON. Sans profession.

Victime civile. Décédée le 20 juin 1940, à 11 h, à BAYON.

Son nom est inscrit sur le registre des décès de la commune avec la mention « Morte pour la France » mais ne figure pas sur le Monument aux Morts.

A la déclaration de guerre, Maurice DEMANGE, dont le père, militaire de carrière, avait été mobilisé, habitait Lunéville, à proximité des casernes et de la voie ferrée Paris-Strasbourg. *« Compte tenu des risques de bombardements ennemis dans ce secteur stratégique, la mairie nous a conseillé, ainsi qu'aux autres habitants du quartier, de quitter la ville pour la campagne où nous serions plus en sécurité. Ma mère, ma sœur et moi nous sommes aussitôt venus nous réfugier à Bayon, dans une maison aujourd'hui démolie (remplacée par l'immeuble des Arcades), donnant sur la place de Lorraine, côté rue des Ecoles. Nous sommes donc aux « premières loges » lorsque l'attaque allemande commence. Dès l'explosion des premiers obus, nous nous réfugions à la cave. Plusieurs projectiles touchent l'immeuble, l'endommageant au point de le rendre inhabitable. Deux femmes, qui habitent au rez-de-chaussée, ne réapparaîtront pas après l'attaque. La rumeur fera dire à certains qu'elles appartenaient à la Cinquième Colonne ».*



Pendant la « Drôle de Guerre » réapparaît le mythe d'une « Cinquième Colonne » qui, sur les arrières de nos troupes, travaillerait pour l'Allemagne. On voit des espions partout... Des parachutistes déguisés en religieuses, de faux gendarmes, des signaux louches durant la nuit, des Français qui tout à coup parlent allemand, etc. Pour désigner cet ennemi invisible, ces espions et ces traîtres qui, disséminés dans l'armée, parmi les civils, dans l'administration, sèmeraient la crainte, le doute, la désorganisation, le mensonge, une expression née pendant la guerre d'Espagne fait fortune : la « Cinquième Colonne ».

Pour convaincre les gens de ne pas colporter les informations confidentielles qu'ils pourraient entendre de la bouche des soldats mobilisés quant à la situation de nos troupes, le gouvernement français reprend la campagne d'affichage de la 1^{ère} Guerre Mondiale en faisant placarder des affiches disant « Silence, l'ennemi guette vos confidences ».

Affiche de Paul COLIN. 1940

« Après chaque explosion, la poussière et les gravats envahissent la cave. Ma tante, qui a emporté avec elle une Sainte Vierge en plâtre retrouvera la statue décapitée. Heureusement, nous sommes sains et saufs mais quelle peur nous avons eue !

En début d'après-midi, une fois le calme revenu, ma première vision de la guerre, ce sont deux paires de bottes se détachant dans l'encadrement de la trappe de cave que quelqu'un ouvre de l'extérieur. Deux soldats allemands, lampe et arme à la main, descendent les escaliers pour inspecter les lieux. Comme il n'y a que des enfants, des femmes et des vieillards, ils s'en vont rapidement. Insoucians comme peuvent être les gamins, nous sortons presque à leur suite pour admirer leurs chevaux tractant des chariots recouvertes d'une bâche couleur saumon, signe de reconnaissance pour la Luftwaffe. Les Allemands nous donnent des bonbons, du pain noir que nous acceptons volontiers. Pourtant, à l'école, notre instituteur nous avait bien recommandé de ne pas en manger car la rumeur disait qu'ils pouvaient être empoisonnés ! ».





Le quartier de l'église détruit après le bombardement allemand

Un quartier entier du bourg est la proie des flammes et disparaît. C'est l'actuelle place du Château. « Là se trouvait l'école des filles. Pour la remplacer, des classes préfabriquées sont construites à l'emplacement qu'occupe maintenant le collège de l'Euron.

L'église a été la cible de nombreux tirs d'obus. La voûte sur choeur est percée et le maître-autel a été détruit par les chutes de pierres. La voûte centrale est endommagée, les vitraux sont cassés, la lustrerie et la sonnerie sont hors d'usage. La tour, particulièrement visée, a été gravement endommagée, tout comme les clochetons, l'horloge et l'orgue.

Ouverte le 1^{er} octobre 1935 avec une cinquantaine élèves, l'école catholique de La Providence, située au pied de l'édifice religieux, a reçu de nombreux éclats d'obus mais a été miraculeusement préservée ».

Les Allemands investissent Bayon aux alentours de 15 heures et se dirigent vers la gare. « Les chars et l'infanterie françaises se replient. Alors que les fantassins réussissent à rejoindre le gros de nos forces à Virecourt, les blindés sont violemment attaqués pendant qu'ils se défilent. Durement touchés, ils doivent être abandonnés. Un chef de char est tué à son poste. Son blindé défonce un mur et tombe dans la cave de la tuilerie Mongel, avenue de Virecourt ».

- DECHELETTE Guy, Joseph, Marie

Né le 15 avril 1914 à ROANNE (Rhône) et y demeurant.

Marié à Elisabeth, Germaine, Marie DESHAIES.

Sous-lieutenant au 504^{ème} Régiment de Chars, 11^{ème} bataillon.

Décédé le 20 juin 1940, vers 15 h, avenue de Virecourt à BAYON.

Son nom est inscrit sur le registre des décès de la commune avec la mention « Mort pour la France » mais ne figure pas sur le Monument aux Morts.

Au cours de l'après-midi, les accrochages avec les Allemands font plusieurs autres victimes parmi les soldats défendant Bayon et les habitants de la localité.

- LANTZ Célestin, Louis

Né le 27 mai 1914 à HOMMERT (Moselle).

Célibataire. Soldat au 51^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale.

Décédé le 20 juin 1940, vers 15 h, à BAYON.

Son nom est inscrit sur le registre des décès de la commune avec la mention « Mort pour la France » mais ne figure pas sur le Monument aux Morts.

- GAUVAIN Léon, Albert

Né le 3 septembre 1881 aux SOLETTES (Meuse), demeurant à BAYON.

Marié à Marie-Louise BARBIER.

Victime civile. Tué par balle le 20 juin 1940 à VIRECOURT (Meurthe-et-Moselle).

« Mort pour la France ».

- **SUREAU Maurice Auguste**

Né le 22 septembre 1888 à LANEUVEVILLE-LES-RAON (Vosges), demeurant à BAYON.

Marié à Marie Marcelle CHAPIER.

Huissier de justice.

Victime civile. Décédé des suites d'une blessure causée par balle le 20 juin 1940, à 23 heures, avenue de la Gare à BAYON. « Mort pour la France ».



Rue de la Mairie, l'atelier de vente et réparation de cycles de M. GRANDJEAN a été détruit



L'école des filles a brûlé



« Vers 15h45, afin de se rendre à son domicile (qui est aussi son étude) de l'avenue de la Gare, Maître SUREAU, huissier de justice, quitte à bicyclette la fabrique de chicorée qui lui a été confiée après l'exode de ses propriétaires et où il a organisé un refuge dans les caves pour le personnel de l'usine et d'autres habitants. Alors qu'il arrive chez lui, il est pris à partie par une patrouille allemande qui lui crie « Weg » (« Va-t-en »). Alors qu'il tente de s'échapper, la chaîne de son vélo déraille. M. SUREAU est abattu d'une balle dans le dos.

Grièvement blessé, il réussit à se traîner jusqu'aux escaliers de la maison située à l'angle de la rue de la Gare et de la route de Baccarat. Alertées par le jardinier de la fabrique, son épouse et sa fille le trouvent en train de rédiger ses dernières volontés sur une feuille de papier qu'il a sortie de son portefeuille. Sa fille arrête un camion civil qui passe à proximité et fait transporter le blessé jusqu'à la fabrique.

Après l'arrivée des Allemands à la « Chicorée », Maurice SUREAU est conduit, sur l'ordre d'un officier allemand, à l'hospice de Bayon où la Wehrmacht a installé un poste de secours. Malgré une intervention chirurgicale de la dernière chance pratiquée par un médecin allemand, il décèdera dans la soirée, entouré des siens ».

« Il est 16 heures ; les munitions sont épuisées, de nombreuses mitrailleuses ont dû être abandonnées ». La plupart des unités de la 26^{ème} division d'infanterie qui défendaient Bayon et les villages avoisinants peuvent cependant exécuter un repli sur la forêt de Charmes. Dans la soirée, les Allemands enveloppent la forêt par l'est, le sud et l'ouest. Totalement encerclés et menacés d'anéantissement par les Panzer, tous les éléments qui se sont réfugiés dans le massif forestier sont capturés.

Un corps de ferme de la rue de la Mairie en ruines après l'attaque allemande



**Le café de l'Est sur l'actuelle place du Château.
Devant l'établissement, une chenillette Renault qui servait
au transport des munitions et des vivres, est examinée par
des soldats de la Wehrmacht**

La bataille qui se déroule alors dans le sud de la Lorraine est celle de l'agonie des armées françaises de l'Est. Les divisions et groupements de marche se font rattraper et se retrouvent dans des poches encerclées qui se rendent du 20 au 24 juin. Une partie des unités en retraite est capturée le 22 juin autour de Lunéville et Saint-Dié lors de la capitulation du général Condé qui avait rassemblé sous ses ordres les restes des 3^{ème}, 5^{ème} et 8^{ème} armées. Les autres abandonnent le combat dans les Hautes-Vosges, prises au piège entre Epinal et Belfort.

- **THIRIET Marie, Alphonse**

Né le 17 novembre 1904 à MORIVILLER (Meurthe-et-Moselle).

Marié à Marie Appoline JACQUOT. Jardinier à la fabrique de chicorée à BAYON.

Soldat au 60^{ème} régiment d'artillerie.

Décédé le 25 juin 1940 à RAON L'ETAPE (Vosges). « Mort pour la France ».

Le bilan de la bataille est tragique pour Bayon. Outre les soldats tués en défendant le village, plusieurs habitants sont morts. « Quarante maisons atteintes par les projectiles sont en partie détruites, sept autres entièrement brûlées. C'est un miracle que l'incendie ne se soit pas communiqué au reste de la ville car le sort a voulu que le premier obus s'abatte sur le local de la pompe et fasse exploser un bidon d'essence de réserve. La pompe automobile toute neuve que possédait la commune a été carbonisée et sa disparition a empêché de combattre le feu ».

En 2003, la famille du sous-lieutenant **Jean ROUSSELOT** (1914-1940), « Mort pour la France » quelques jours après avoir participé à la défense de Bayon, a demandé que le nom de celui-ci soit inscrit sur le monument aux Morts de la commune. Une plaque commémorative a été inaugurée le 11 novembre 2003.

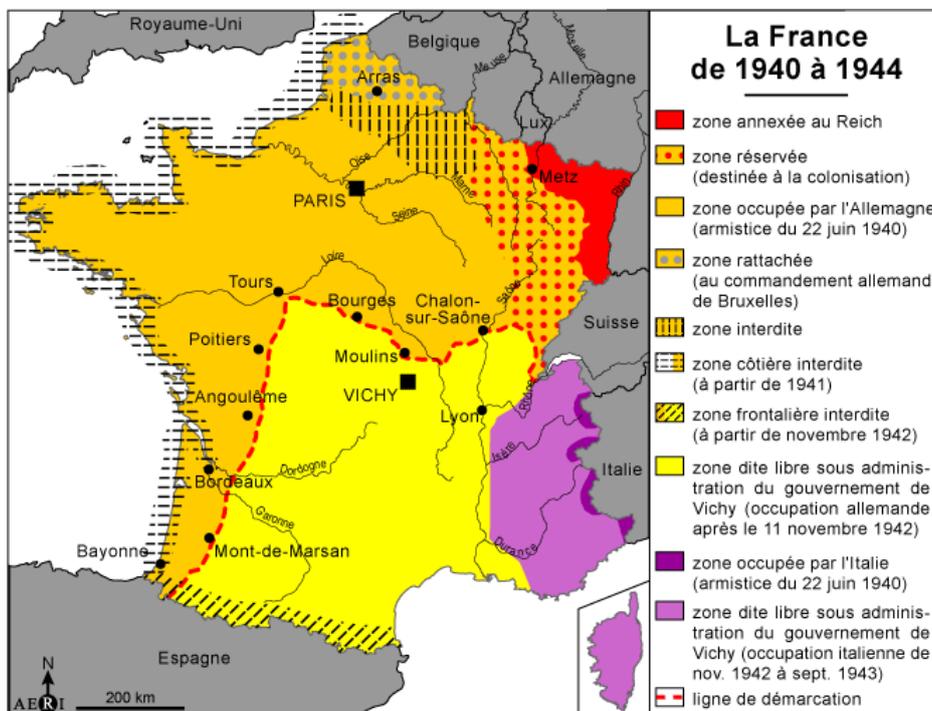
Sur le monument est également gravé le patronyme « J. COLIN ». Or, les registres des décès de la commune ne font pas mention de la mort pendant la guerre et les années d'après-guerre d'une personne portant ce nom. D'aucuns pensent qu'il pourrait s'agir d'une victime civile, Madame **Jeanne COLIN**, sans toutefois pouvoir apporter d'autres précisions sur son état-civil et les circonstances de sa disparition.

L'armistice est signé

L'armistice est signé dans la clairière de Rethondes, en forêt de Compiègne, le 22 juin 1940, là même où avait été signé celui du 11 novembre 1918. Il prend effet le 25 juin après la conclusion, la veille, d'un armistice séparé avec l'Italie.

La France est divisée en deux : au nord-est, au nord et le long de la façade maritime ouest, une zone « occupée » par l'armée allemande, correspondant aux trois cinquièmes de son territoire, dans laquelle l'Alsace et la Moselle seront bientôt à nouveau annexées au *Reich*. Au centre et au sud, la zone dite « libre » reste sous l'autorité du gouvernement du maréchal Pétain. Au sud-est, l'Italie, qui revendique l'ancien comté de Nice et la Savoie dont elle n'est pas parvenue à s'emparer militairement, doit se contenter d'occuper la ville de Menton et quelques territoires le long de sa frontière avec la France. Son armée est cependant chargée de contrôler militairement l'Afrique du Nord.

La « ligne de démarcation » séparant zone libre et zone occupée n'est pas tracée en suivant les limites administratives mais pour rendre l'Etat français économiquement dépendant de l'Allemagne : les trois-quarts du blé et du charbon sont en effet produits en zone occupée, ainsi que presque tout l'acier, le textile, le sucre... Elle consiste également à soustraire la France à l'influence britannique, à établir une liaison terrestre entre l'Allemagne et l'Espagne et à s'assurer le contrôle des côtes de la Manche et de l'Atlantique afin de poursuivre la guerre contre l'Angleterre. Cette *Demarkationlinie* ne disparaîtra qu'en mars 1943, plusieurs mois après l'occupation totale du territoire français par la *Wehrmacht*.



Carte de la France après l'armistice

Outre la « zone libre » de son territoire métropolitain, la France réussit à conserver l'ensemble de son Empire colonial et à maintenir en Afrique du Nord, pour y assurer l'ordre et se défendre contre toute agression britannique, une armée « de transition » relativement importante quoique mal équipée, l'« armée d'Afrique ». L'Allemagne a en effet le plus grand intérêt militaire à ce que les Anglais ne s'emparent pas de nos colonies situées de l'autre côté de la Méditerranée.

Les clauses de l'armistice prévoient également la démobilisation et le désarmement des forces armées françaises, à l'exception d'un contingent professionnel de 100.000 hommes stationné en zone libre pour le maintien de l'ordre intérieur, le maintien en captivité de tous les prisonniers de guerre en attendant la signature d'un traité de paix entre les belligérants, le rapatriement des populations sur leurs lieux d'habitation avant l'exode et la remise aux autorités d'occupation des ressortissants allemands réfugiés en France depuis l'établissement du *Reich*. Elles imposent aussi à la France le paiement d'énormes frais d'occupation (400 millions de francs par jour), la mise à disposition de l'occupant de ses usines, ses ports, ses aérodromes, ses richesses. Enfin, elles exigent, dans la mesure où il n'est pas déjà aux mains de l'occupant, la livraison de tout le matériel de guerre.

Une exception est faite pour la flotte. Le gouvernement du *Reich* se contente de faire désarmer et consigner dans certains ports les navires qui ne sont pas nécessaires à la sauvegarde de l'Empire colonial français. Hitler déclare en outre « solennellement » qu'en cas de rétablissement de la paix, il n'aura aucune exigence à l'égard de la Royale. Mais Winston Churchill, le premier ministre anglais, craint que cet engagement ne soit pas respecté.

Aussi, ordonne-t-il à la *Royal Navy* de capturer ou de détruire les navires français où qu'ils se trouvent, en Angleterre, dans l'Atlantique ou en Méditerranée. Le 3 juillet et les jours suivants, à Mers-el-Kébir, le port militaire d'Oran, en Algérie, la marine britannique tente de détruire la flotte française après que son commandant, l'amiral Gensoul, eut refusé les propositions anglaises de repli hors des eaux territoriales françaises. L'attaque coule ou endommage plusieurs unités de l'escadre française et fait 1.297 morts, 351 blessés. Cette agression aura un retentissement considérable parmi l'opinion publique française et entraînera la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.



Navire français en feu à Mers-el-Kébir

Un lourd bilan humain



Terrible est la défaite !

Les moqueries à l'encontre de l'armée ne manquent pas après la défaite : pour l'écrivain Louis-Ferdinand Céline, la « Drôle de Guerre » et la Campagne de France se résument à « *neuf mois de belote, six semaines de course à pied* » ; Antoine de Saint-Exupéry, l'auteur du « *Petit Prince* », qui disparaîtra aux commandes de son avion au dessus de la Méditerranée en août 1944, écrit : « *A peine avions-nous déclaré la guerre qu'on attendit que l'on voulût bien nous anéantir* ». Les soldats ont aussi à subir le mépris des « Anciens » de 14-18, l'exploitation par la propagande allemande de photographies de prisonniers résignés...

Pourtant, les batailles de la Campagne de France sont nombreuses qui viennent prouver que les soldats français ne sont pas restés sans combattre : Hannut et Gembloux en Belgique, Montcornet, Abbeville, Amiens, Lille, Dunkerque,

Saumur, où les Cadets de l'école de cavalerie défendent avec héroïsme les ponts sur la Loire... En Moselle, dans les Alpes et en bien d'autres endroits la résistance acharnée des troupes a permis de tenir en échec les armées allemandes et italiennes.

Le lourd tribut payé par les soldats français pendant les combats de mai-juin 1940 vient confirmer cet état de fait. 250.000 ont été blessés. Longtemps estimé à plus de 90.000, le nombre des tués a été revu à la baisse par les historiens après l'exploitation des dernières archives disponibles. Le Service Historique de la Défense le situe aujourd'hui à environ 60.000 morts et 5.000 disparus. À ces victimes chez les combattants, s'ajoutent les pertes civiles qui s'élèvent à 21.000 morts, victimes des combats, des bombardements et des exactions de l'ennemi.

Les prisonniers de guerre

L'armée allemande a fait au total 1.830.000 prisonniers français. Elle en libère environ 200.000 dans les semaines suivant l'armistice : la plupart des grands blessés, les personnels sanitaires, les membres des forces de police et de

gendarmerie, les employés des chemins de fer. Les prisonniers originaires de l'Alsace et de la Moselle annexées de fait au *Reich*, au nombre d'environ 75.000, sont eux aussi relâchés, parfois pour se retrouver enrôlés de force dans la *Wehrmacht* à partir de 1942, d'où leur surnom de « Malgré-Nous ». Un certain nombre enfin parvient à s'échapper. Les autres, soit 1.580.000 hommes, dont 25.000 Meurthe-et-Mosellans, sont d'abord regroupés en France dans des *Frontstalag*, camps de transit installés dans des stades, des usines, des casernes, des églises, des champs clos de barbelés. Après la fouille, la confiscation des papiers, la douche et la désinfection, chaque homme se fait photographier et reçoit un matricule gravé sur une plaquette en zinc, qu'il est tenu de porter en collier jour et nuit. La plupart d'entre eux est utilisée pour la récupération du matériel militaire abandonné par les troupes alliées et à la remise en état des réseaux d'eau, d'électricité, de gaz.



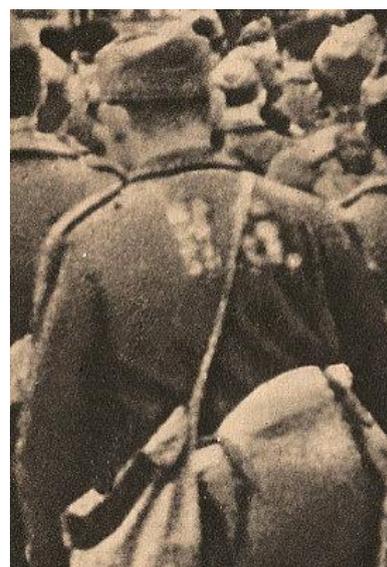
Quelques prisonniers français traversent Bayona



Ils sont plus nombreux sur les routes du Bayonnais

Plus de la moitié des captifs de l'an quarante sont mariés. Cela fait au moins 800.000 épouses, dont 400.000 sont déjà mères de famille. Au-delà de la détresse affective, les cinq années de captivité façonneront non seulement la vie des hommes, mais aussi celle de leurs enfants et de leurs femmes qui devront pallier l'absence du chef de famille en assumant, en plus de leurs missions habituelles au foyer, les tâches traditionnellement dévolues aux hommes. Pour cela, elles ne pourront guère compter sur une aide substantielle du régime de Vichy, qui se targue pourtant d'assurer leur protection, en lieu et place des époux, tout en les incitant à travailler. Pendant la captivité de leur mari, elles seront, selon la formule empruntée à l'une d'elles, des « *veuves d'hommes vivants* ».

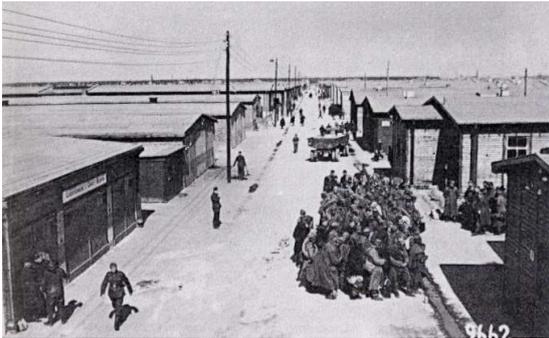
A l'exception des soldats d'Outre-Mer qui restent en France, les autres prisonniers sont transférés en Allemagne dans les six mois suivant l'arrêt des combats. Les officiers, exemptés de travail par la convention de Genève et qui continuent de percevoir leur solde, sont regroupés dans des *Oflag*. Les sous-officiers et les soldats, qui eux sont astreints au travail pour lequel ils perçoivent un maigre salaire en *Lagergeld* (« marks de camp »), sont rassemblés dans des *Stalag* et affectés à des *Kommando* de travail. Un *Stalag* héberge plusieurs centaines voire plusieurs milliers d'hommes dans des baraquements entourés de barbelés. Une chambrée comprend une douzaine de lits de trois étages. Le règlement est strict : lever à l'aube, rassemblement, appel, départ au travail, coucher à dix-neuf heures, après la soupe. Certains « privilégiés » sont employés dans des fermes qui sont souvent trop éloignées du *Stalag* pour que les ouvriers puissent rentrer au camp le soir mais les autres connaissent les chantiers, les usines, les carrières, les mines...



Les prisonniers portent, peintes sur leurs vêtements, les lettres K. G. signifiant « *Kriegsgefangener* »



**Entrée du Stalag IV B à Mühlberg
(Land de Bavière)**



Les baraquements dans la rue principale du camp



**Départ de prisonniers français pour un
« Kommando » de travail**

Outre des conditions de vie exécrables, tous souffrent de l'éloignement de leur famille et de ne pas savoir quand ils pourront rentrer. Les lettres, même si elles sont soumises à la censure, les cartes-lettres pré-remplies, les colis, réglementés en nombre, poids et taille, qu'ils reçoivent de leur épouse ou de leurs parents -qui se privent pour cela- sont essentiels au prisonnier. Ceux des communes, des organisations caritatives, telles la Croix-Rouge, et des services de l'Etat français, à l'image des « colis Pétain », le sont tout autant.

Durant leur captivité, près de 500.000 prisonniers de guerre sont rapatriés pour des raisons sanitaires ou en tant que bénéficiaires des diverses libérations obtenues par le gouvernement de Vichy. Bien que de retour dans leur famille, ces hommes en « congé de captivité » gardent le statut de prisonnier de guerre et doivent régulièrement se présenter à la *Kommandantur* locale. 70.000 enfin parviennent à s'évader. Si le nombre des évasions réussies paraît peu important, les tentatives sont nombreuses et conduisent les Allemands à créer des camps disciplinaires, tel le sinistre Rawa-Ruska, en Pologne.

A partir du printemps 1945 et tout au long de l'année, ils sont encore près d'un million à être libérés par l'avance des troupes alliées. Après cinq années de captivité, ils peuvent enfin prendre le chemin du retour. On leur distribue des

habits civils, des papiers provisoires et un peu d'argent. Beaucoup reviennent malades, sous-alimentés ; nombreux sont ceux qui se retrouvent sans travail ; tous gardent des séquelles psychologiques qu'un retour à la vie normale et une vie de famille à reconstruire rendent plus sensibles encore. Ils sont déçus par l'accueil des autorités et parfois de leur famille. Surtout, ils sont déboussolés et amers. La guerre a été gagnée sans eux, la France a été sauvée sans eux. On ne se gêne pas pour le leur rappeler. Ils ont été les figurants de la défaite. Ils sont les oubliés de la victoire.

Les morts sont nombreux. Les historiens estiment que 37.000 prisonniers de guerre sont décédés ou ont disparu en Allemagne, victimes des bombardements alliés – surtout dans les derniers mois du conflit-, des mauvaises conditions de vie et des exécutions.

- LUCCA-SOCCO Maurice, Jean

Né le 4 mars 1914 à BAYON et y demeurant.

Célibataire.

Soldat au 165^{ème} Régiment d'Infanterie. Prisonnier de guerre.

« Tué lors d'un bombardement » le 4 août 1944 à HARBURG, camp de prisonniers situé à l'est de Munich (Allemagne, Land de Bavière). « Mort pour la France ».

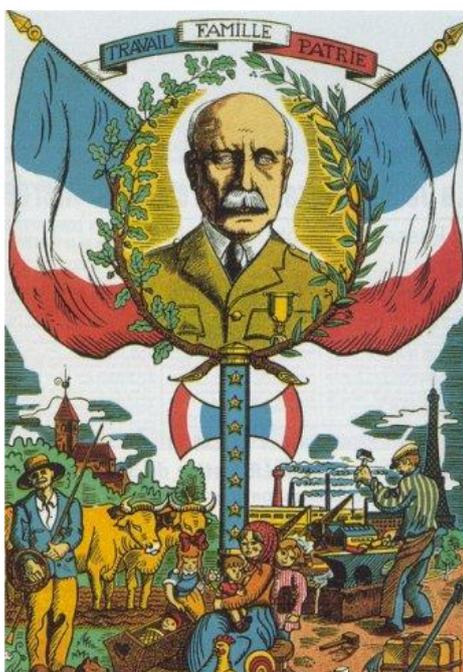
Bayon sous l'occupation allemande : juin 1940 - septembre 1944

Le 29 juin 1940, le gouvernement français quitte Bordeaux pour s'installer trois jours plus tard à Vichy, choisie comme capitale de la zone dite « libre ». Le 10 juillet, les députés et les sénateurs y sont réunis en Parlement. Par un vote massif -569 voix pour, 80 contre et 20 abstentions (176 sont absents)-, les parlementaires confient au maréchal Pétain les pleins pouvoirs à l'effet de promulguer une nouvelle constitution. Par les actes constitutionnels des jours suivants, il déclare assumer les fonctions de chef de l'État français, renvoie *sine die* le Parlement, désigne Pierre Laval comme son successeur et le nomme à la vice-présidence du Conseil.



Le Maréchal Philippe Pétain et Pierre Laval

Le régime que le maréchal met en place, autoritaire, paternaliste, nationaliste et d'exclusion de ceux qu'il considère comme l'« anti-France » (juifs, communistes, étrangers et francs-maçons), prend le nom d'« Etat français ». On l'appelle aussi « régime de Vichy ». Son programme, la « Révolution Nationale », est révélateur de la volonté de mettre fin à la III^{ème} République, rendue responsable de la défaite, et du désir de régénérer une France qui aurait failli. Dans cet esprit, la formule « Travail, Famille, Patrie. », est substituée à la devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité ».



Affiche de propagande française - 1941

Ayant, au moins au début, une véritable légitimité institutionnelle et l'appui populaire, l'Etat français s'organise autour de la personnalité du maréchal, objet d'un véritable culte soutenu à grand renfort de propagande. Les portraits de Pétain sont affichés dans tous les lieux publics et se répandent aussi dans les foyers. La chanson « Maréchal, nous voilà ! », que les enfants apprennent et chantent à l'école, devient l'hymne officiel du régime de Vichy, la « Francisque » son emblème.

La « Révolution nationale » prône un retour aux valeurs traditionnelles et nationales, que le régime précédent est accusé d'avoir perdues. Le travail est remis à l'honneur, et en particulier l'agriculture et l'artisanat. Dans l'industrie, la Charte du Travail instaure des corporations par branches d'activités, afin de favoriser l'entente entre patron et ouvriers et éviter la lutte des classes. Ces corporations sont contrôlées par l'Etat qui peut ainsi fixer les prix et les salaires. Enfin, pour lutter contre tout désordre, les syndicats sont supprimés et la grève est interdite. Au sein de la famille, le père a autorité sur les siens et doit assurer leur subsistance. Les femmes sont invitées à rester au foyer, auprès de leurs enfants, et les familles nombreuses sont encouragées et honorées. La fête des Mères est instaurée le 25 mai 1941.

La Patrie, enfin, et le culte du maréchal sont rappelés à la jeunesse au sein de l'école mais aussi dans le cadre des Chantiers de la Jeunesse, créés le 30 juillet. L'idée est de réunir pendant huit mois toute une classe d'âge, en remplacement du service militaire désormais supprimé, et, par des méthodes proches du scoutisme,

leur inculquer les valeurs morales du nouveau régime. Les anciens combattants, que la Légion française des Combattants a pour mission d'encadrer, sont les principaux relais politiques du maréchal Pétain dans l'opinion.

Le 30 octobre 1940, après son entrevue avec Hitler à Montoire, le maréchal Pétain déclare dans une allocution radiodiffusée : « J'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration ». Le gouvernement de Vichy fait ainsi le choix d'une collaboration stratégique avec le III^{ème} Reich, dans l'espoir de voir la France se ménager une place dans une Europe allemande après la victoire finale de l'Axe sur les Alliés, dont Pierre Laval est convaincu.

Le 13 décembre 1940, Pétain fait arrêter Laval et confie le ministère des Affaires étrangères à Pierre-Etienne Flandin, partisan du maintien de l'indépendance française selon les termes de l'armistice. Les Allemands ayant refusé d'entrer en relation avec celui-ci, le Maréchal doit libérer Laval et, le 9 février 1941, appelle à la vice-présidence du Conseil l'amiral Darlan qui y restera jusqu'au 18 avril 1942.

Les Allemands s'installent au village



Affiche de propagande allemande - 1940

L'entrée en vigueur de l'armistice le 25 juin 1940 se traduit par l'installation durable dans la « zone occupée », où l'autorité française ne s'exerce plus directement, de services et de troupes allemandes en charge du maintien de l'ordre et de la répression. A Bayon, la *Kommandantur*, siège du commandement militaire local, prend ses quartiers au château Gauthier, sur l'actuelle place du Château. La *Feldgendarmerie*, qui s'est installée au château du Petit Bois, un peu en retrait de l'avenue de Virecourt, est chargée de veiller à l'application des ordonnances militaires et de vérifier l'implication de la police française dans les missions de maintien de l'ordre, souvent menées en commun. Elle intervient aussi dans de multiples domaines, depuis les contrôles d'identité jusqu'aux enquêtes de police en passant par la récupération des récoltes non livrées par les agriculteurs. Elle remplit enfin des missions relevant de la police judiciaire, menant des investigations pour les tribunaux militaires.

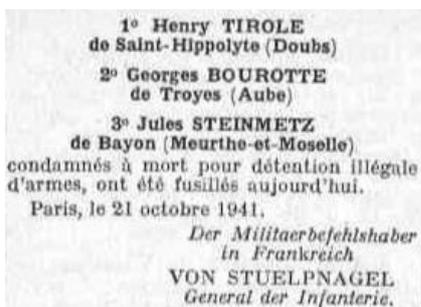
Les atrocités de la Grande Guerre sont encore bien présentes à l'esprit de la population qui, à Bayon comme ailleurs, traite les soldats allemands de « Boches », « Chleus », « Fritz », « Fridolins », « Frisés », « Verts de gris », comme la couleur de leur uniforme, et même « Doryphores », en référence à l'invasion de doryphores qui avait touché la France peu avant la guerre et fit de gros dégâts agricoles.

La chasse aux communistes

Le Parti communiste français, qui n'avait pas crié à la victoire de la paix au moment des Accords de Munich de septembre 1938, avait approuvé le pacte signé le 23 août 1939 entre l'URSS et le III^{ème} Reich. Dans l'Humanité datée du 25 août on pouvait lire : « L'action de l'Union Soviétique, par le pacte de non-agression avec l'Allemagne, concourt à raffermir la paix générale ». A partir de cette date, la rupture est consommée avec le président du Conseil, Édouard Daladier. Celui-ci interdit la presse communiste dès le lendemain et dissout le parti un mois plus tard, le 26 septembre 1939. La chasse aux militants communistes, considérés depuis cette approbation comme des « traîtres » à la patrie, commence après la défaite de juin 1940, les contraignant à la clandestinité pour ne pas être emprisonnés.

Après l'invasion de l'Union soviétique le 22 juin 1941, les militants du Parti qui, jusqu'alors, avaient évité les attaques contre les nazis pour ne pas nuire au pacte germano-soviétique, entrent dans la lutte armée. Leurs premières actions visent des officiers allemands. Le 21 août 1941, à la station de métro Barbès, Pierre Georges, le futur colonel Fabien, abat un aspirant de la *Kriegsmarine*. Aussitôt, le général Otto von Stülpnagel, commandant militaire des forces d'occupation en France, organise la répression : « tous les Français en état d'arrestation, de quelque nature que ce soit, par les services allemands ou pour les services allemands, seront considérés comme otages » ; « tous les Français du sexe masculin, qui sont arrêtés ou qui seront arrêtés par les Autorités françaises pour activités communiste ou anarchiste, de quelque nature que ce soit, devront être maintenus en état d'arrestation ». En représailles des attaques qui s'amplifient, les Allemands exigent aussi l'exécution d'otages, choisis parmi les personnes détenues par les Allemands, ou parmi les communistes emprisonnés par la police française : pour un soldat allemand abattu, 50 à 100 otages seront exécutés.

Parallèlement, le 24 août 1941, dans un esprit avéré de collaboration judiciaire avec l'occupant, le gouvernement de Vichy crée des « sections spéciales » auprès des cours d'appel ou des tribunaux militaires, devant lesquelles sont traduits les auteurs d'infractions pénales relevant d'une activité communiste ou anarchiste. Les individus arrêtés en flagrant délit sont déférés directement et sans instruction préalable devant la section spéciale. Dans les autres cas, la procédure est instruite dans un délai de huit jours. Les peines que prononcent ces tribunaux d'exception sont exemplaires : l'emprisonnement avec ou sans amende, les travaux forcés à temps ou à perpétuité, la mort. Les jugements rendus ne sont susceptibles d'aucun recours ou pourvoi en cassation et ils sont immédiatement exécutoires.



« A la suite d'un différend familial, Jules STEIMETZ, de Bayon, est dénoncé par une proche parente à un gendarme de la brigade locale comme étant communiste. Arrêté par la Feldgendarmerie à qui l'information a été communiquée, il est emprisonné à Nancy et condamné à mort ». Même si le motif de cette condamnation nous a été rapporté à plusieurs reprises, il reste incertain puisque le communiqué du général Otto von Stülpnagel, commandant des forces d'occupation en France, paru dans « L'Abeille

d'Etampes » du 25 octobre 1941 (voir ci-contre), indique que Jules STEINMETZ a été fusillé pour « détention illégale d'armes » et non en raison d'une « activité communiste », comme cela était généralement mentionné en pareille circonstance !

- **STEIMETZ Jules, Joseph, Charles**

Né le 12 août 1897 à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (Meurthe-et-Moselle), domicilié à BAYON. Célibataire. Mécanicien.

Arrêté et pris en otage après avoir été dénoncé comme étant un communiste.

Fusillé le 21 octobre 1941, à 7h48, au champ de tir de la Petite Malpierre à CHAMPIGNEULLES (Meurthe-et-Moselle). Victime civile. « Mort pour la France ».

La « Relève » et le Service du Travail Obligatoire (STO)

Afin de recruter massivement des travailleurs, surtout des spécialistes, pour leurs usines en Allemagne, les autorités du *Reich* ouvrent des bureaux de placement dès le mois de novembre 1940 en « zone occupée » puis, en mars 1942, dans la « zone libre ». A cette date, environ 60.000 volontaires travaillent en Allemagne, que ce soit par idéologie ou, comme le promettent les campagnes de recrutement et la presse, pour obtenir un salaire égal à celui des ouvriers allemands, les mêmes avantages sociaux, une prime de séparation, ou une nourriture suffisante, la population connaissant alors d'importantes restrictions. Mais ces volontaires sont bien loin de couvrir les besoins en main d'oeuvre de l'Allemagne nazie, désormais

engluée sur le front russe, et qui mobilise tous les hommes en âge de combattre au fur et à mesure de ses échecs militaires.



Affiche de propagande française pour la « Relève ». 1942

« relève volontaire » est un échec

Lorsque Pierre Laval revient à la tête du gouvernement, le 18 avril 1942, il est aussitôt confronté à l'exigence de Fritz Sauckel, récemment nommé par Hitler « plénipotentiaire au recrutement et à l'emploi de la main-d'œuvre dans les territoires occupés », qui lui réclame 350.000 travailleurs. Le 6 juin, le gouvernement français parvient à trouver un compromis avec l'occupant : la France fournira immédiatement 150.000 ouvriers en échange de 50.000 prisonniers de guerre rendus à leur foyer. Le 22 juin 1942, dans une allocution radiodiffusée, le président du Conseil annonce la création de la « Relève », promettant que pour trois volontaires envoyés dans les usines allemandes, les autorités nazies libéreront un prisonnier de guerre. Ne pas répondre favorablement à cet appel, c'est évidemment -et Laval le dit- condamner les prisonniers à demeurer longtemps encore outre-Rhin. Malgré cet avertissement et une importante propagande, la

Sous la pression de Fritz Sauckel, peu satisfait des 20.000 travailleurs volontaires obtenus par la « Relève », le gouvernement de Vichy promulgue le 4 septembre 1942 une loi par laquelle tous les hommes de 18 à 50 ans et les femmes célibataires de 21 à 35 ans ne pouvant justifier d'un emploi utile aux besoins de la nation seront envoyés dans les usines du *Reich*, ou dans les usines françaises travaillant pour l'Allemagne ou sur les chantiers du « Mur de l'Atlantique ». Devant le peu de succès de cette mesure, Sauckel refuse désormais d'appliquer l'accord du 6 juin. Le 10 janvier 1943, à Paris, il réclame l'envoi avant le 15 mars de 250.000 ouvriers dont 150.000 spécialistes.

Mais il devient difficile de trouver de nouveaux volontaires : tous ceux qui voulaient bien partir pour l'Allemagne sont déjà Outre-Rhin. Aussi, après un recensement général des Français nés entre le 1^{er} janvier 1912 et le 31 décembre 1921, le gouvernement de Vichy se tourne vers la jeunesse pour satisfaire par la contrainte les exigences sans cesse croissantes des autorités nazies.

Le 15 février 1943, le Conseil des ministres décide, « en application de la loi du 4 septembre 1942, de créer un Service du Travail Obligatoire (STO) pour mettre un terme à l'inégalité choquante qui faisait peser seulement sur les ouvriers des charges qui doivent être équitablement réparties sur tous les Français, quelle que soit leur catégorie sociale... ». Les jeunes hommes nés entre le 1^{er} janvier 1920 et le 31 décembre 1922 doivent se faire recenser en mairie, avant d'être appelés à partir travailler en Allemagne pendant deux ans. La loi, publiée le 16 février, prévoit à l'encontre de ceux qui l'enfreindraient des amendes de 200 à 100.000 francs et des peines d'emprisonnement de trois mois à cinq ans. Ces peines sont également applicables aux personnes ayant contribué à faire échec à la réquisition. Détail d'importance, qui explique les difficultés d'emploi et d'hébergement rencontrées par les jeunes pour éviter de partir.

En juin 1943, l'Allemagne réclame 220.000 hommes supplémentaires, puis 500.000 en août. Plus tard, elle en exigera un million. Pour satisfaire les besoins allemands, la loi du 1^{er} février 1944 étend le recrutement du STO aux hommes nés en 1923 et 1924. Toutes les femmes sans enfants de dix-huit à quarante-cinq ans et tous les hommes de seize à soixante ans peuvent également être envoyés en Allemagne si le maintien dans leur emploi n'est pas indispensable à l'économie nationale.

Près de 650.000 jeunes requis iront travailler en Allemagne mais d'autres, très nombreux, refuseront de partir malgré les sanctions encourues. Certains de ces réfractaires rejoindront les Forces françaises combattant en Afrique du nord. D'autres préféreront entrer dans la clandestinité et rejoindre les maquis, alors en pleine formation, élargissant de façon massive le recrutement de la Résistance intérieure. De nombreux autres se contenteront de se cacher à domicile ou de s'embaucher dans des fermes où ils serviront de main-d'œuvre à des paysans complices. Enfin, pour échapper au STO, certains choisiront de coopérer avec l'occupant en s'engageant dans la Légion des Volontaires Français (LVF), créée en 1941 pour lutter contre le « bolchevisme » ou dans la Milice française. Succédant au Service d'Ordre Légionnaire, la Milice, police politique et force de maintien de l'ordre, est créée le 30 janvier 1943 par le gouvernement de Vichy pour lutter contre les résistants, qualifiés de « terroristes ». Supplétifs de la *Gestapo* et des autres forces allemandes, les 35.000 miliciens participeront aussi à la traque des Juifs, des réfractaires au STO et de tous les « déviants » dénoncés par le régime.

Outre les 650.000 requis du STO, environ 200.000 volontaires se rendront en Allemagne. Parmi ces 850.000 travailleurs, on dénombre près de 40.000 femmes. A partir de 1943, 250.000 prisonniers de guerre devront également travailler pour les usines du *Reich* après avoir été « transformés » de gré ou de force en travailleurs civils. Mais le travail pour l'Allemagne nazie ne se résume pas aux seuls volontaires et victimes des lois du 4 septembre 1942 et du 16 février 1943. Les statistiques publiées après-guerre par le ministère du Travail révèlent que 735.000 personnes ont travaillé en France dans des usines produisant directement pour l'occupant et sur les chantiers de l'Organisation Todt, chargée notamment de la construction des fortifications du « Mur de l'Atlantique ».

Environ 40.000 travailleurs sont morts en Allemagne, le plus souvent sous les bombardements alliés de la dernière année de guerre, ou ont été portés disparus. Plusieurs milliers ont été internés dans des camps de concentration, ce qui montre bien que la vie des requis outre-Rhin n'a pas été exempte de dangers et de drames. Après leur retour, 60.000 d'entre eux ont devront être soignés pour des affections pulmonaires

- **LAURENT Paulette, Madeleine**

Née le 26 août 1922 à BAYON et y demeurant. Célibataire. Ouvrière d'usine. Décédée le 27 décembre 1944 à FULDA (ville du centre de l'Allemagne, *Land* de Hesse, à 180 km de la frontière tchèque) au cours d'un bombardement allié contre l'usine de pneumatiques Fulda, où elle était vraisemblablement employée, et qui fit plus de 1.500 morts. *Si elle n'a pas été reconnue « Morte pour la France » et que son nom ne figure pas sur le Monument aux Morts, c'est certainement parce qu'elle avait été volontaire pour travailler en Allemagne.*



**La ville de Fulda détruite
par les bombardements alliés**

L'ordonnance du 1er mai 1945 reconnaissait la qualité de « déporté du travail » aux personnes « ayant dû quitter leur emploi, soit pour travailler au profit de l'ennemi dans des conditions exclusives de toute intention réelle de coopération à l'effort de guerre de celui-ci, soit pour se soustraire à un travail effectué pour le compte de l'ennemi », excluant par là même les volontaires qui avaient coopéré. Mais cette reconnaissance sera de courte durée. En 1948, les lois des 6 août et 9 septembre précisent que pour être reconnu « déporté », il faut avoir été « arrêté puis transféré par l'ennemi hors du territoire national, puis incarcéré ou interné dans une prison ou dans un camp de déportation ». De ce fait, le terme « déporté du travail » n'a plus d'existence légale. La procédure qui conduira au statut du « travailleur non volontaire contraint d'aller travailler en Allemagne » n'aboutira qu'en 1994.

La guerre en Afrique : septembre 1940 - mai 1943

Présente en Afrique depuis la fin du XIX^{ème} siècle, l'Italie y a successivement conquis l'Érythrée en 1889, puis la Libye, la Somalie et enfin, en 1936, l'Éthiopie (Abyssinie), des colonies que Mussolini a regroupées au sein de l'« Afrique Orientale Italienne ». Depuis que le roi Victor Emmanuel III lui a confié le pouvoir en 1922, Mussolini rêve d'un nouvel Empire romain s'étendant autour de la Méditerranée.

Le 10 juin 1940, lorsqu'il entre en guerre aux côtés de l'Allemagne contre la France et la Grande-Bretagne, Mussolini se tourne immédiatement vers l'Afrique du Nord pour s'emparer, selon un plan mis au point avec Hitler, de l'Égypte et du canal de Suez puis des champs pétrolifères du Moyen-Orient. Le 13 septembre 1940, les forces italiennes –200.000 hommes aux ordres du maréchal Graziani– attaquent la petite armée britannique d'Égypte –36.000 hommes– commandée par le général Wavell. Après un éphémère succès, les Italiens sont refoulés par une vigoureuse contre-attaque anglaise lancée le 8 décembre 1940 : en deux mois, les Italiens perdent 130.000 hommes, plus de 400 blindés et reculent de 600 kilomètres.

En mars 1941, pour sauver Mussolini du désastre, Hitler envoie au secours des troupes italiennes un corps expéditionnaire composé de deux divisions *Panzer*, l'« *Afrika Korps* », commandé par le général Erwin Rommel qui parvient à refouler les Britanniques jusqu'en Égypte. La « guerre du Désert » est commencée.

Au printemps 1942, les forces de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) sont victorieuses sur tous les fronts : en Russie, en Afrique, dans le Pacifique. Depuis l'attaque allemande contre l'URSS, le 22 juin 1941, Staline presse les Anglais et les Américains d'ouvrir un nouveau front à l'Ouest, afin de soulager la pression de la *Wehrmacht* sur l'Armée Rouge. Mais, en 1942, l'état des forces alliées ne permet pas d'envisager un débarquement en Europe de l'Ouest, comme en témoigne le désastreux raid anglo-canadien sur Dieppe le 19 août.



19 août 1942 : raid sur Dieppe

En septembre, les Anglo-américains choisissent de prendre pied en Afrique du Nord pour créer une tête de pont nécessaire à un futur débarquement allié en Italie, là où les forces de l'Axe paraissent les plus fragiles. Appartenant à l'Empire que la France a réussi à conserver après l'armistice de juin 1940, Algérie, Maroc et Tunisie relèvent de l'autorité du gouvernement de Vichy. Celui-ci y maintient, avec l'accord des autorités allemandes, une « force mobile de sécurité » de 120.000 hommes, l'Armée d'Afrique, pour assurer le maintien de l'ordre et riposter à toute tentative extérieure qui mettrait en cause la souveraineté française sur cette partie de l'Empire colonial.



Le 8 novembre 1942, les forces anglo-américaines déclenchent l'opération « Torch » en Afrique du Nord

Le 8 novembre 1942, cinq jours après la victoire de la 8^{ème} armée anglaise sur l'« Afrika Korps » à El Alamein, les forces anglo-américaines déclenchent l'opération « Torch ». Composées de quelque 200 bâtiments de guerre, 110 navires de transport et de 107.000 hommes appuyés par des blindés et une importante couverture aérienne, elles effectuent un débarquement massif en Algérie, dans les régions d'Alger et d'Oran, et au Maroc, autour de Casablanca. L'amiral Darlan, commandant en chef de l'armée française, qui se trouve incidemment à Alger au chevet de son fils malade, exhorte les troupes de l'armée d'Afrique du Nord à résister. Les Alliés, eux, espèrent bénéficier de la neutralité des Français grâce à l'action de la Résistance locale qu'ils ont contactée. Dans les faits, les réactions seront diverses !



Des soldats américains débarquent à Arzew, près d'Oran, le 8 novembre 1942

Sur le secteur d'Alger, les opérations se déroulent sans trop de problèmes, grâce notamment aux résistants qui arrêtent le général Juin, commandant de l'armée d'Afrique, ainsi que l'amiral Darlan et réalisent un coup de force en s'emparant des points stratégiques de la ville et en neutralisant pendant plusieurs heures les éléments algérois du 19^{ème} corps d'armée. Cet audacieux coup de mains permet aux Alliés d'encercler Alger et d'obtenir le jour même, à 17 heures, la capitulation du général Juin et de l'amiral Darlan. Par contre, à Oran, la défense est âpre. L'armée d'Afrique repousse toutes les attaques alliées conformément aux ordres qu'elle a reçus.

Au Maroc, où comme à Oran l'action de la Résistance a échoué, les autorités de Vichy, représentées par le Résident général Noguès, sont bien décidées à répondre à cette attaque : le Maroc va être défendu coûte que coûte !

A l'aube du 8 novembre, l'impressionnante *Western Task Force* américaine, partie de la côte Est des Etats-Unis le 23 octobre, se déploie sur 350 kilomètres, de Safi à Rabat. Avec son artillerie de marine et son aviation embarquée, elle attaque principalement les batteries côtières et la flotte française prise au piège dans le port de Casablanca. A 8h04, l'enfer se déchaîne ; une pluie de bombes tombe sur le port tandis que les obus de gros calibres tirés par les cuirassés américains cherchent à atteindre le « Jean Bart », un cuirassé de 248 mètres et 36.000 tonnes qui, bien qu'inachevé, a gagné Casablanca au nez et à la barbe des Allemands le 17 juin 1940. Dès le début de l'attaque, les dégâts sont considérables dans le port. La 2^{ème} escadre légère réussit néanmoins à appareiller. Un combat inégal s'engage alors entre la flotte américaine, épaulée par l'aviation, et les torpilleurs français qui sont coulés ou mis hors d'état de combattre les uns après les autres.



Le cuirassé « Jean Bart », gravement endommagé dans le port de Casablanca en novembre 1942



Marins à bord du « Sidi Ferruch »
 Lancé le 9 juillet 1937 à Cherbourg, le « Sidi Ferruch » est un sous-marin de 1ère classe de grande patrouille, d'un poids de 1.530 tonnes, d'une longueur de 92,30 mètres, d'une largeur de 8,20 mètres et d'un tirant d'eau de 4,70 mètres. Après avoir opéré aux Antilles, assuré la protection des convois en Atlantique et en Méditerranée, il a été désarmé dans le port de Toulon de septembre 1941 à avril 1942. Il sert ensuite en Afrique Occidentale Française puis au Maroc où il arrive à Casablanca le 7 novembre 1942 avec quatre sous-marins de 600 tonnes, la « Sibille », l'« Amphitrite », l'« Antiope » et l'« Amazone », en provenance de Dakar.

Plusieurs sous-marins réussissent à sortir du port. Arrivé la veille de Dakar, le sous-marin de grande patrouille « Sidi Ferruch - Q 181 » se trouve à quai lorsque les forces américaines attaquent. Son commandant, le capitaine de corvette Laroze, est mortellement blessé par une bombe alors qu'il se trouve à terre. A bord, six des 63 hommes d'équipage sont gravement atteints ou tués. Le bâtiment réussit néanmoins à appareiller sous les ordres du lieutenant de vaisseau Robert et plonge en hauts fonds. Le 9 novembre en soirée, il intercepte un cargo espagnol, le « Monte Orduna », auquel il remet les blessés qu'il a à son bord pour les faire soigner à Las Palmas, aux Açores. Le « Sidi Ferruch » disparaît corps et biens le 11 novembre, à 120 milles au large de Casablanca. Deux hypothèses sont avancées pour expliquer sa disparition : il aurait été coulé soit par un appareil du porte-avions d'escorte « USS Suwanee », soit par un « Catalina » de l'escadrille US 92.

- **PERNET Roland, Pierre, Jean**

Né le 1^{er} mars 1922 à NANCY (Meurthe-et-Moselle), demeurant à BAYON.
 Célibataire. Quartier-maître timonier à bord du sous-marin « Sidi Ferruch ».
 Décédé en mer, le 9 novembre 1942, au large de CASABLANCA (Maroc).
 « Mort pour la France ».

Au soir du 8 novembre, si les combats ont cessé à Alger, la situation demeure incertaine à Oran et au Maroc où les forces de Vichy livrent un combat sanglant aux troupes anglaises et américaines. Le 10 novembre, en fin de matinée, ayant cédé aux injonctions américaines, l'amiral Darlan donne l'ordre de cesser le combat. Oran vient de tomber après une lutte acharnée mais à Casablanca, le cessez-le-feu ne sera effectif que le lendemain matin à 7h30 alors que le général Patton s'apprête à faire bombarder la ville. La fin des opérations se solde par 479 morts et 720 blessés pour les Alliés, 1.346 tués et 1.997 blessés pour les Français. Dans le port de Casablanca, 11 bâtiments français ont été coulés, 25 endommagés.



Les chars allemands entrent dans une ville de la « zone libre » le 11 novembre 1942

La réaction d'Adolf Hitler au débarquement anglo-américain en Afrique du Nord est immédiate. Le 11 novembre 1942, les troupes allemandes franchissent la ligne de démarcation et envahissent la « zone libre » tandis que les Italiens occupent onze départements du Sud-Est et la Corse. Le 12 au soir, la *Wehrmacht* atteint le littoral méditerranéen et entoure le camp retranché de Toulon où s'abrite la flotte française de Méditerranée. Malgré l'engagement solennel qu'il a pris en 1940, Hitler entend maintenant s'emparer des navires au mouillage dans la rade. L'opération « Lila » est déclenchée dans la nuit du 26 au 27 novembre.

A 5h29, tandis que les blindés allemands arrivent sur les quais et que retentissent les premières explosions, l'amiral Jean de Laborde, commandant des Forces de haute mer, donne l'ordre de sabordage général pour échapper aux Allemands sans avoir à se livrer à l'ennemie « historique » de la marine nationale, la *Royal Navy* ! Quinze jours auparavant, il avait ainsi refusé que ses navires gagnent l'Afrique pour rejoindre les Alliés comme le lui demandait, depuis Alger, l'amiral Darlan.



Les Panzer arrivent sur les quais du port de Toulon

Bravant les ordres de sabordage, cinq sous-marins parviennent à appareiller. Trois rallieront l'Algérie pour se mettre au service des Alliés. Un se réfugiera en Espagne où il sera neutralisé tandis que le dernier préférera se saborder après s'être échoué au sortir de la grande rade. Un seul bâtiment de surface, affecté au service des Phares et Balises, réussira à gagner Alger. Pour le reste de la flotte, le désastre est total. En quelques heures, la presque totalité de la flotte de guerre française est coulée. Au total, une centaine de bâtiments, parmi lesquels 3 cuirassés, 4 croiseurs lourds et 3 légers, 15 destroyers, 13 torpilleurs, 12 sous-marins et un porte-hydravions. Le même jour, l'armée française d'armistice est dissoute.

En Afrique du Nord, du 9 au 12 novembre, les Allemands débarquent à Tunis avec l'accord des autorités de Vichy pour rejoindre les forces germano-italiennes refoulées d'Egypte après leur défaite à El Alamein face à la 8^{ème} armée britannique quelques jours plus tôt. Le 13 novembre, reconnu par les Américains haut-commissaire pour la France en Afrique du Nord « au nom du Maréchal empêché », l'amiral Darlan change de camp sous la pression de ceux-ci et engage l'armée française d'Afrique contre les forces de l'Axe. Le 19 novembre, les hommes de l'armée d'Afrique, commandés par le général Juin, reprennent le combat aux côtés des soldats alliés : première étape, la reconquête de la Tunisie.



Soldats du 1^{er} régiment d'artillerie des Forces Françaises Libres dans le désert de Libye en 1943

Le 26 janvier 1943, en Libye, la colonne des Forces Françaises Libres du général Leclerc, partie du Tchad et qui vient de conquérir la région du Fezzan sous contrôle italien, rejoint la 8^{ème} armée britannique à Tripoli. Le 4 février, Français et Britanniques entrent en Tunisie où l'armée française d'Afrique et les forces anglo-américaines, arrivées d'Algérie, sont proches de Tunis. Sous l'action conjuguée des deux groupes alliés qui font leur jonction le 18 mars, les troupes germano-italiennes capitulent le 13 mai 1943 au Cap Bon, abandonnant 250.000 prisonniers. L'Afrique du Nord est libérée. En six mois, les troupes françaises comptent plus de 4.500 morts et disparus, 8.000 blessés pour un effectif de 85.000 hommes engagés au combat.

- TARDOT Eugène, Joseph

Né le 7 décembre 1907 à BAYON (Meurthe-et-Moselle).

Soldat au 1/11^{ème} groupe de bombardement.

« Décédé dans un accident » le 26 avril 1943 à BISKRA (Algérie), aux portes du Sahara, à 200 km au sud-ouest de CONSTANTINE. « Mort pour la France ».

Malgré ces six mois de combat commun, où elles n'ont cependant jamais été engagées ensemble, une animosité certaine demeure entre les Forces Françaises Libres, qui ont rallié le général de Gaulle en 1940, et l'armée d'Afrique du Nord, hostile à de Gaulle, « le dissident », jugé responsable avec les Anglais de l'attaque d'une partie de la flotte française à Mers-el-Kebir en juillet 1940, et des combats fratricides de Dakar en septembre 1940 et du Levant en juin 1941. En témoignent les cérémonies de libération de l'Afrique du Nord du 20 mai 1943 à Tunis, où le 19^{ème} corps d'armée d'Alger et les Forces Françaises Libres défilent séparément.

Il faudra de longues et difficiles négociations entre le Comité national français, créé par le général de Gaulle à Londres en 1941, et le général Giraud, installé après l'assassinat de l'amiral Darlan en décembre 1942 à la tête de l'administration et de l'armée françaises en Afrique du Nord avec le soutien des États-Unis, pour arriver à la création, le 3 juin 1943, du Comité français de libération nationale, placé sous la coprésidence du général de Gaulle et du général Giraud. Le pouvoir politique unique ainsi mis en place pour représenter la France en guerre permettra la fusion, non sans difficultés, de l'armée d'Afrique du Nord et des Forces Françaises Libres. Désormais, il n'y a plus qu'une seule Armée française, celle de la Libération, dont les Alliés acceptent qu'elle soit engagée à leurs côtés, en tant que corps expéditionnaire intégré à la 5^{ème} armée américaine, pour libérer l'Europe de la dictature nazie.

Dès le 10 juillet 1943, Eisenhower lance ses forces sur la Sicile, qu'elles conquièrent en un mois. Cette victoire accélère la désagrégation du régime fasciste italien : dans la nuit du 24 au 25 juillet, Mussolini est destitué et arrêté sur ordre du roi Victor Emmanuel III, qui confie le pouvoir au maréchal Badoglio. Tout en cherchant à rassurer les Allemands, qui ont des troupes en Italie, ce dernier signe le 3 septembre un armistice avec les Alliés, impliquant la capitulation sans condition de toutes les forces italiennes. Les Alliés ne l'annonceront que le 8 alors qu'ils ont débarqué en Calabre le 3 et qu'ils s'apprêtent à le faire le 9 à Salerne. Hitler réagit aussitôt : le 12 septembre, il fait libérer Mussolini, qui fonde une république fasciste pour continuer la lutte aux côtés du *Reich*, auquel le gouvernement de Badoglio, déclare la guerre le 13 octobre. Au même moment, les Allemands réussissent à se retrancher au sud de Rome sur une forte position, la ligne Gustav, à laquelle se heurtent les forces anglo-américaines. Alors commence une très rude campagne de plusieurs mois, marquée notamment par la violente bataille de Cassino.



Goumier d'un tabor marocain montant en ligne sur le front italien en 1944

En mai 1944, les unités du Corps Expéditionnaire Français, débarquées entre novembre 1943 et avril 1944, arrivent sur le fleuve Garigliano, au sud de Cassino, pour y relever un corps d'armée américain. Le général Juin convainc les Alliés que seuls ses tirailleurs, ses goumiers et les trains muletiers, rompus aux combats en montagne, sont capables de casser le verrou du Monte Cassino. Du 11 au 22 mai, au prix de terribles pertes, les divisions françaises enfoncent les lignes de défense allemandes, provoquant la rupture du front et la chute de Cassino. Grâce à cette victoire, les Alliés peuvent reprendre leur progression et entrer dans Rome au soir du 4 juin 1944.

En avril 1944, la 2^{ème} Division Blindée du général Leclerc, à l'instruction au Maroc, a fait route vers l'Angleterre pour participer aux opérations sur le front occidental. Courant juillet, les unités du corps expéditionnaire français en Italie sont retirées du front pour former la 1^{ère} armée française placée sous le commandement du général de Lattre de Tassigny et participer à la libération du Sud-Est et de l'Est de la France, avant de franchir le Rhin et de combattre victorieusement en Allemagne et en Autriche.

La libération de Bayon : 12 et 13 septembre 1944

En mai 1944 la gare de Bayon est bombardée par les Alliés, faisant une victime.

- CUNY Antoine, Alphonse

Né le 15 juillet 1899 à BAYON et y demeurant.

Marié à Louise, Joséphine SOMMER.

Employé des chemins de fer.

Décédé le 23 mai 1944 à BAYON. « Mort pour la France ».

Le 6 juin 1944, un premier débarquement allié a lieu en Normandie. Au cours des semaines suivantes, différentes unités prennent pied sur le sol français : 2^{ème} armée britannique, 1^{ère} armée canadienne, 1^{ère} et 3^{ème} armées américaines ainsi que des contingents polonais, tchèques, belges, norvégiens, hollandais et, bien sûr, français : le Commando Kieffer et, le 1^{er} août, la 2^{ème} division blindée du général Leclerc. Un second a lieu le 15 août en Provence auquel participent la 7^{ème} armée américaine et la 1^{ère} armée française commandée par le général De Lattre de Tassigny.

Au cours des précédents étés, « une des occupations favorites des enfants se baignant dans la Moselle était de récupérer les poissons que les soldats allemands tiraient à l'arme de guerre depuis le pont et que nous rapportions à la maison ». Mais, à mesure que les armées alliées progressent en direction de l'Est de la France, la nervosité gagne les occupants. Ainsi, « deux adolescents de Bayon qui pêchent au carbure dans la rivière sont arrêtés après une course poursuite dans les rues du village et sur les toits. Les Allemands, qui ont entendu les explosions provoquées par le carbure entrant en contact avec l'eau, croyaient avoir affaire à des « terroristes ». Pierre FLEURENCE et son camarade sont sévèrement molestés sur la place puis conduits à la prison Charles III où ils seront détenus quelque temps ».



Carte de la marche de la 3^{ème} armées américaine : juillet 1944 - mai 1945

A la fin du mois de juillet, le général Patton, à la tête de la 3th US Army, dirige l'opération Cobra qui perce le front au sud du Cotentin, en direction de la Bretagne. Le 13 août, il entame une incroyable chevauchée qui le mène en deux semaines aux portes de la Lorraine. Les trois corps d'armée qui composent son armée avancent côte à côte : au nord, le 20^{ème} corps commandé par le Major Général Walton H. Walker progresse en direction de la Moselle avec comme objectif Metz, la Sarre et le Rhin ; au centre, le 12th US Corps, composé des 26th, 35th, 80th Infantry Division et de la 4th Armored Division fait mouvement vers Nancy sous les ordres du Major Général Manton S. Eddy ; enfin, plus au sud, le XV^{ème} corps, auquel est intégrée la 2^{ème} division blindée du général Leclerc, se dirige vers Vittel. Début septembre, les Américains sont contraints de stopper leur offensive pendant plusieurs jours dans le secteur de la Meuse en raison d'une pénurie de carburant due à l'allongement des lignes de ravitaillement. Les Allemands profitent de ce répit inespéré pour renforcer leurs positions en Lorraine.

A la veille du débarquement en Normandie, les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) ont été appelées à intensifier leur action et, soit isolément, soit en unités constituées, elles apportent un précieux concours aux Alliés : sabotages, combats et embuscades affaiblissent l'ennemi. Créé à Blainville-sur-l'Eau en 1942 par Frédéric REMELIUS, alias « Commandant NOËL », le Groupe Lorraine 42 est composé de volontaires des secteurs de Vézelize, Haroué, Bayon, Saint-Nicolas-de-Port, Gerbéviller et Charmes. *« Il s'attaque aux moyens de communication utilisés par l'occupant : sabotage d'écluses et de péniches sur le canal de l'Est à Roville, avec mise hors d'état des moteurs et récupération de fuel ; déraillement de trains au passage à niveau de la « Belle Julie » à Villacourt puis sur Froville ; sabotage de la ligne électrique entre Bayon et Haussonville ».*

Les Allemands finissent par attaquer le groupe Lorraine 42 à la ferme de Purimont, le 30 juin 1944, à Diarville, le 15 août puis à Sion, le 16. Les maquisards se replient alors en direction de la forêt de Charmes pour grossir les rangs du campement qui s'y trouve sous le commandement du capitaine de réserve Pierre DUPERRON, alias « MORIN » au maquis. Celui-ci est également responsable, depuis 1943, du Bureau des Opérations Aériennes (B.O.A.) pour le secteur de Bayon - Blainville-sur-l'Eau, et chargé d'assurer la préparation et la réception des parachutages alliés et le transport des containers.

« Chargés d'une mission de renseignements pour les Alliés, le major anglais Arthur DUPRE-DENNING, alias ARCHIBALS, le capitaine français Régis COSTE, dit MONTLAC, et le sergent-chef radio américain Roger PIERRE, alias MIKE, sont parachutés au cours de la nuit du 24 au 25 août 1944 sur le terrain de « Chandernagor », entre Leménil-Mitry et Lebeuville. Des armes, des munitions, de l'équipement sont également réceptionnés à plusieurs reprises sur ce site et sur le terrain de « Roméo », près de Saint-Rémy-aux-Bois.



**Un parachutage
à destination du maquis**

Traquée par les Allemands, la compagnie du capitaine MORIN, forte de 150 hommes, quitte la forêt de Charmes dans la nuit du 28 au 29 août pour s'installer au château de Mitry. Les jours suivants, les différents maquis du Groupe Lorraine 42 ainsi que les groupes locaux des B.O.A. des secteurs de Bayon et Haroué gagnent le petit village de Leménil-Mitry, situé à l'écart des axes de circulation principaux, entouré de vastes forêts et seulement composé d'une trentaine d'habitants. A la fin du mois, 894 maquisards y sont rassemblés sous les ordres des capitaines Frédéric REMELIUS, et Pierre DUPERRON.

Le 2 septembre, l'occupant lance avec des blindés une offensive sur Goviller qui est repoussée par les maquisards. Le même jour, à 16 heures, le groupe Lorraine 42 attaque à Crantenoy les Allemands qui reviennent de Tantonville où ils ont incendié la brasserie Tourtel. Un violent combat s'engage, au cours duquel 6 maquisards, dont le capitaine APPARU, sont tués ; l'ennemi à lui aussi plusieurs tués et 16 prisonniers qui sont enfermés dans les caves du château de Mitry. Leur sort n'est pas officiellement connu mais ils auraient été fusillés quelques jours après leur capture. Le lendemain matin, furieux de leur défaite et désireux de libérer leurs prisonniers, 250 Allemands appuyés par deux chenillettes armées de mitrailleuses lourdes, deux chars équipés de canons de 88 mm et un groupe de mortiers, montent jusqu'à la côte de Chirmont et, de là, tirent sur Leménil-Mitry. Prévenus par le maire de la commune, Jean MATHIEU qui a été averti par messieurs THIERRY, maire de Crantenoy, et Pierre TALOTTE, 300 patriotes embusqués dans les bois leur barrent la route. Après huit heures de combat intense, l'ennemi se

retire mais le bilan est lourd pour les maquisards : quinze blessés et sept tués, dont le capitaine MORIN ».



- DUPERRON Pierre, Oscar, dit « MORIN »

Né le 4 octobre 1899 à CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme), domicilié à BAYON.

Marié à Anne-Marie DAUPHIN.

Ingénieur subdivisionnaire des Ponts et Chaussées, responsable du service vicinal à Bayon, il pouvait se déplacer facilement, disposait du téléphone et d'un matériel précieux pour le transport des armes parachutées. En 1943, il était devenu le chef du Bureau des Opérations Aériennes pour le secteur de Bayon-Blainville. *« Capitaine des F.F.I., il a dirigé pendant deux ans par ses conseils et son expérience la Résistance dans le secteur ».* *« Chef des Patriotes »*, tué à LEMENIL-MITRY le 3 septembre 1944. *« Mort pour la France ».*

« Les Allemands ne se tiennent pas encore pour battus. Le 4, ils se dirigent à nouveau vers Leménil-Mitry. Prévenu par téléphone, le commandement français place ses hommes aux postes les plus favorables. Croyant avoir affaire à de nombreux « terroristes », l'ennemi finit par abandonner la lutte ». Le même jour, en représailles, les Allemands fusillent et jettent à la Moselle quatre hommes qu'ils soupçonnent être des résistants : H. RENARD, 52 ans, père de cinq enfants, Alphonse RAVAILLER, 46 ans, père de huit enfants, A. BAUM, 23 ans et J. BARBIER, 23 ans. Leurs corps affreusement mutilés ne seront retrouvés que plusieurs jours après leur exécution.

A Charmes, le 5 septembre, la centaine d'hommes du Groupe Lorraine 42 et les F.F.I. locaux qui ont investi la ville trois jours plus tôt au départ des Allemands, sont contraints au repli face à un ennemi revenu bien supérieur en nombre et en armement. Sur la rive droite de la Moselle, les défenseurs du pont reliant les deux quartiers de la ville ne peuvent se replier au moment du décrochage général. Ils réussissent néanmoins à regagner Leménil-Mitry à l'exception de quatre hommes isolés qui, blessés, mourront ensemble, fusillés. Parmi eux, un Bayonnais :

- ZABE Georges, Maurice

Né le 9 juin 1912 à HENNEZEL (Vosges), domicilié à BAYON.

Marié à Lucie, Jeanne VALDENNAIRE.

Employé des chemins de fer.

Décédé à CHARMES (Vosges), rue Pasteur, le 5 septembre 1944, à 8 h.

« Mort pour la France ».

Dans la continuité des combats acharnés qui se déroulent dans Charmes, les S.S. incendient Saint-Rémy-aux-Bois dont ils pensent que les habitants viennent en aide aux maquisards. Deux jours plus tard, le village sera bombardé et complètement rasé. Les nazis exécutent douze otages.



Georges ZABE

Cliché Martine MANGEOLLE

Le 5 septembre toujours, en fin de matinée, deux jeunes gens partent sans arme de Leménil-Mitry pour une liaison à Blainville-sur-l'Eau. A la sortie du village de Saint-Mard, ils tombent dans une embuscade au carrefour des routes de Saint-Mard, Haussonville et Domptail-en-l'Air et sont arrêtés. Interrogés sur place, Jacques ADAM et Paul EURIAT sont fusillés en fin d'après-midi. *« Monsieur HERTZ, ferronnier d'art à Bayon, qui travaille dans sa vigne à peu de distance du lieu où ont été emmenés les deux jeunes hommes, est le témoin impuissant de ce drame ».*

- **ADAM Jacques**

Né le 5 septembre 1924 à BAYON et y demeurant.

Célibataire. Coiffeur.

Fusillé le 5 septembre 1944, jour de son 20^{ème} anniversaire, à HAUSSONVILLE (Meurthe-et-Moselle), au lieudit « Corvée de Méxet ». « Mort pour la France ».

- **EURIAT Paul**

Né le 13 janvier 1926 à EPINAL (Vosges), demeurant à BAYON.

Célibataire. Monteur-électricien.

Fusillé le 5 septembre 1944 à HAUSSONVILLE (Meurthe-et-Moselle), au lieudit « Corvée de Méxet ». « Mort pour la France ».

Un autre habitant de Bayon, lui aussi membre des F. F. I. mais pour lequel il ne nous a pas été possible de déterminer le maquis d'appartenance, est fusillé près d'Epinal.

- **GIGLEUX Pierre, Camille**

Né le 24 octobre 1920 à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (Meurthe-et-Moselle), domicilié à BAYON.

Célibataire. Chauffeur d'automobiles.

Soldat des Forces Françaises de l'Intérieur.

« Fusillé par les Allemands » le 6 septembre 1944 à ARCHETTES (Vosges). L'acte de transcription de son décès à la mairie de Bayon précise que son corps n'a été découvert que le 2 octobre 1944. « Mort pour la France ».

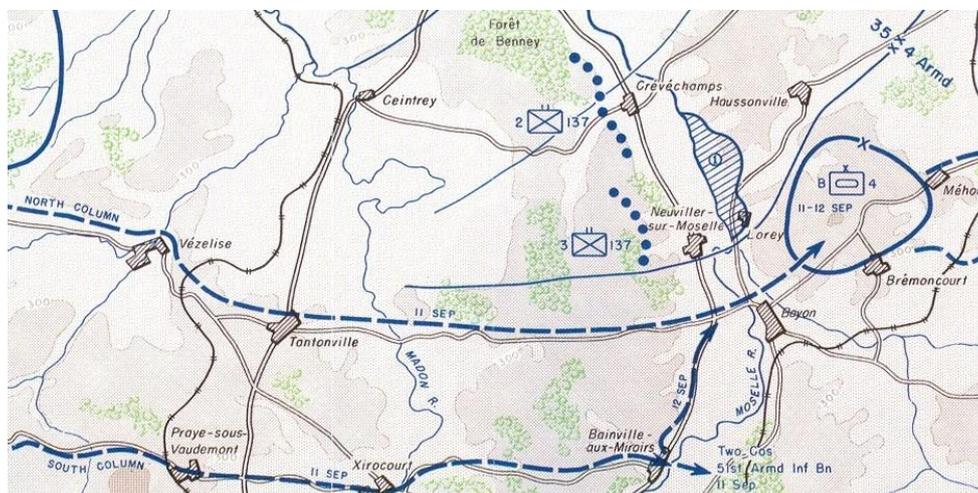


Pierre GIGLEUX

Cliché Martine MANGEOLLE

Le 6 septembre, les responsables du Groupe Lorraine 42 établissent une liaison avec les forces américaines. « Le 8, le général Patton est à Leménil-Mitry. Dans la cour d'honneur du château, il passe les troupes en revue, félicite tous les maquisards pour leur conduite au cours des jours précédents, et leur donne ses ordres : le maquis devra maintenant préparer la progression des troupes alliées et leur faciliter le passage de la Moselle ».

Le 10 septembre, les Allemands poussent encore une pointe jusqu'à Laneuveville-devant-Bayon où ils brûlent six maisons. Le même jour, la manoeuvre de la 4^{ème} division blindée américaine pour reprendre Nancy commence : le groupement tactique A et la 80th Infantry Division avancent au nord-est de Nancy tandis que le Combat Command B et la 35th Infantry Division sont chargés d'envelopper la ville par le sud.



L'avancée des troupes américaines vers Bayon en septembre 1944

Empruntant la route départementale n° 9 qui relie Tantonville à Roville-devant-Bayon, la colonne Nord doit traverser la Moselle près de Bayon pour y établir une tête de pont. La colonne Sud, principalement composée du 51^{ème} régiment d'infanterie soutenu par une compagnie de chars et de chasseurs de chars du 8^{ème} bataillon de chars a pour mission de trouver et réaliser un autre franchissement de la rivière plus au sud, à proximité de Bainville-aux-Miroirs. Durant la journée du 11 septembre, les Américains traversent le Madon avant d'atteindre un emplacement au sud-est de Crantenoy, à Leménil-Mitry, où ils bivouaquent pour la nuit avec les maquisards. Des batteries d'artillerie sont mises en position en bordure des bois, prêtes à bombarder Bayon si cela s'avère nécessaire.

Pour Alban F. Irzyk, l'un des officiers du 8^{ème} bataillon de chars et futur général de brigade de l'armée américaine, « *la Moselle est un obstacle majeur qui doit être franchi pour reprendre l'offensive sur l'autre rive. Ce sera le premier objectif du lendemain matin. Pour préparer l'opération, une compagnie de la 35th Infantry Division réussit, en soirée, à établir une petite tête de pont sur l'autre rive, à hauteur du hameau de Montauban, que les attaques continues de l'ennemi ne permettent pas d'élargir* ».



Les chars Sherman traversent le canal de l'Est

Le 12 septembre, de bonne heure, lorsqu'ils arrivent en vue de la Moselle, près de Bainville-aux-Miroirs, les tankistes américains se rendent compte qu'ils ont un premier obstacle d'importance à franchir : le canal de l'Est. « *C'est un fossé antichars de premier ordre, avec des flancs verticaux de près de trois mètres de hauteur et un fond transformé en véritable borbier. Par bonheur, il a été vidangé par les Allemands, ce qui simplifie les choses : s'il avait été rempli d'eau, les chars auraient été incapables de le franchir sans l'aide d'un pont « Tradeway* ». Le lieutenant Marshall fait avancer son peloton de chars Sherman. Un char de commandement équipé d'un obusier de 105 mm ouvre le feu à bout portant sur la rive opposée du canal. Les obus à forte charge explosive ont été équipés avec des fusées à retardement afin qu'ils

pénètrent en profondeur dans le sol avant d'exploser et faire ainsi effondrer progressivement les murs verticaux du canal. Ensuite, le char conduit par le caporal Ray Fisk se met en mouvement pour descendre dans le lit du canal. Bien que ses chenilles patinent en permanence, le Sherman réussit à escalader la rive opposée. Il se met alors en position pour effectuer le même travail de destruction sur l'autre rive. La pente ainsi réalisée permet aux blindés de passer sans difficulté ».

Mais, « *au nord comme au sud de l'endroit où les blindés comptent traverser, la Moselle est une rivière large et profonde qui aurait tôt fait de recouvrir les chars dès l'instant où ils pénétreraient dans l'eau* ». Le pont ayant été partiellement détruit par les Allemands et le Génie n'ayant pu installer un pont flottant, les blindés sont contraints au repli, d'autant que l'ennemi couvre le secteur par des tirs précis. Heureusement, grâce aux reconnaissances effectuées par les hommes du Groupe Lorraine 42, ils parviennent à passer assez facilement la Moselle à gué et se dirigent, parallèlement au cours d'eau, en direction de Bayon.

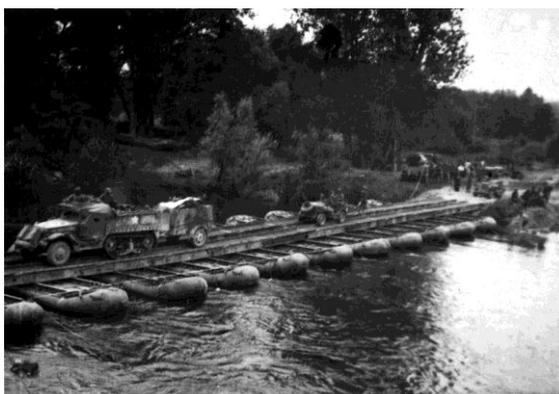


Un char Sherman est mis hors de combat par un tir allemand près de Bayon

L'ennemi s'est retranché sur les hauteurs dominant Bayon. Ayant repéré la colonne Nord arrivant de Laneuveville-devant-Bayon, il déclenche un violent tir d'artillerie. Les soldats américains du génie réussissent néanmoins à construire un pont flottant à l'entrée de Bayon, juste en amont de celui que les Allemands ont fait sauter. « Les blindés peuvent alors franchir la rivière pour renforcer la tête de pont créée par l'infanterie sur l'autre rive et contre laquelle l'ennemi lance de furieuses attaques à l'aide de son artillerie et de chars d'assaut. Grâce à de violentes réactions, les blindés du 8^{ème} bataillon de chars repoussent toutes les attaques ennemies et lui infligent de lourdes pertes avant de continuer leur progression en direction de Lorey, Saint-Mard et Domptail où l'ennemi organise sa défense ».



Les Allemands ont fait sauter le pont sur la Moselle à l'entrée de Bayon. En attendant de pouvoir le réparer, les Américains ont jeté un pont de bateaux sur la rivière pour permettre le passage des véhicules.



S'il n'y a pas eu de combats sérieux entre Américains et Allemands dans Bayon, les bombardements ont fait trois victimes, dont une enfant de trois ans, parmi les habitants et les personnes travaillant au village.

- **DEMANGE Robert**

Né le 27 mars 1915 à LAVELINE (Vosges), domicilié à DAMELEVIÈRES.

Marié à Odette SIMON.

Employé des chemins de fer. Décédé des « suites de ses blessures » le 14 septembre 1944 à l'Hospice de BAYON.

Son nom est inscrit sur le registre des décès de la commune avec la mention « Mort pour la France » mais ne figure pas sur le Monument aux Morts.

- **OSWALD Simone**

Née le 17 octobre 1924 à DOMBASLE-SUR-MEURTHE, domiciliée à SOMMERVILLER (Meurthe-et-Moselle).

Célibataire. Empaqueuse à la fabrique de chicorée.

Décédée le 17 septembre 1944 à BAYON. Le certificat établi par le docteur Maurice SUTY mentionne que la victime est morte des « suites de blessures de guerre causées par éclats d'obus ».

Son nom est inscrit sur le registre des décès de la commune, mais sans la mention « Morte pour la France », et ne figure pas sur le Monument aux Morts.

- **FLEURENCE Chantal, Paulette, Laurence**

Née le 18 octobre 1941 à BAYON et y demeurant avec ses parents.

Décédée le 18 septembre 1944 à BAYON. Victime civile.

« Morte pour la France » (décision du ministère des Anciens Combattants en date du 15 septembre 1966).



Un char américain devant l'hôtel de Lorraine. Au centre, en tenue claire, Monsieur Alfred DANEL, vendeur et réparateur de cycles à Bayon

Dès le 13 septembre au soir, F. F. I. et soldats américains cantonnent à Bayon. Les premiers n'y restent que deux jours avant de rejoindre Blainville-sur-l'Eau et de participer aux côtés des Américains à la libération de Lunéville ». Sa mission étant accomplie, le groupe Lorraine 42 est dissous le 8 octobre 1944 pour devenir le 5^{ème} bataillon de marche puis le 1^{er} bataillon du 150^{ème} Régiment d'Infanterie qui participera activement à la libération de la poche de Royan, du 13 au 20 avril 1945.

« Par contre, les troupes américaines maintiendront des détachements au village jusqu'à la fin de la guerre. Ils cantonnent dans les bâtiments préfabriqués de l'école, à la salle des fêtes de l'avenue de la Gare (actuel centre de secours), dans d'autres lieux encore. Avenue de Virecourt, ils installent un centre de régulation des convois militaires au rez-de-chaussée de la maison maintenant occupée par un vétérinaire.

De longues files de véhicules stationneront souvent dans l'avenue dans l'attente de l'ordre de départ ».

Sur la route de Lunéville, à droite en haut de la côte, ils créent un hôpital d'évacuation, où sont acheminés les blessés du secteur. Le registre des décès de la commune fait mention de six soldats de l'armée française de Libération qui y sont décédés. Ils furent bien déclarés « Morts pour la France » mais leurs noms ne figurent pas sur le monument aux Morts, ayant été inscrits sur celui de leur commune d'origine.

- **HALLEY André**

Né le 23 février 1926 à TROUVILLE-SUR-MER (Calvados). Célibataire.

Soldat au 1^{er} Régiment de Marche du Tchad.

Décédé des « suites de ses blessures » le 23 octobre 1944 à l'hôpital américain d'évacuation à BAYON. « Mort pour la France ».

MARCHAL Jean-Jacques

- Né le 6 décembre 1921 à PARIS (10^{ème}).

Soldat au 13^{ème} Bataillon du Génie.

Décédé des « suites de ses blessures » le 1^{er} novembre 1944 à l'hôpital américain d'évacuation à BAYON. « Mort pour la France ».



Des jeunes gens observent le chantier de reconstruction du pont de Bayon

- **PELE René, Pierre**
Né le 15 juillet 1920 à SACEY (Manche). Célibataire.
Soldat au 1^{er} bataillon du 3^{ème} Régiment de Marche du Tchad.
Décédé des « suites de ses blessures » le 3 novembre 1944 à l'hôpital américain d'évacuation à BAYON. « Mort pour la France ».

- **ELBAZ Léon**
Né le 26 novembre 1920 à CASABLANCA (Maroc). Célibataire.
En 1942, il s'engage dans le Corps Franc d'Afrique. Six mois plus tard, le bataillon est dissout et versé dans la 2^{ème} Division Blindée. Soldat au 3^{ème} Régiment de Marche du Tchad, il combat en Normandie, à Paris et en Alsace-Lorraine. Décédé des « suites de ses blessures » le 4 novembre 1944 à l'hôpital américain d'évacuation à BAYON. « Mort pour la France ».
Deux citations, dont une à titre posthume, lui ont valu l'attribution de la croix de Guerre 1939-1945, avec étoile de bronze et étoile de vermeil.

- **COMMEINHES Georges, Charles**
Né le 12 novembre 1911 à PARIS (12^{ème} arrondissement), domicilié à LE PARC SAINT MAUR (Seine).
Sergent-chef au 501^{ème} Régiment de Chars de Combat.
Décédé des « suites de ses blessures » le 23 novembre 1944 à l'hôpital américain d'évacuation à BAYON. « Mort pour la France ».

- **BUSSON Pierre**
Né le 31 juillet 1925 à HENNEBONT (Morbihan), domicilié à LA RIVE REDON (Ile-et-Vilaine). Célibataire.
Soldat au 13^{ème} Régiment de Cuirassiers.
Décédé des « suites de ses blessures » le 23 novembre 1944 à l'hôpital américain d'évacuation à BAYON. « Mort pour la France ».

Menacées d'être prises en tenailles entre les armées alliées débarquées en Normandie et celles venues de Provence, les troupes allemandes ont reflué vers le nord-est de la France où elles constituent au début de l'automne 1944 une puissante ligne de défense arc-boutée sur les reliefs des Vosges et des Ardennes.



Un blindé américain dans une rue de Bayon. Sur son flanc droit, on remarque l'insigne de la 2^{ème} Division Blindée

Pendant plus d'un mois, la Wehrmacht tient tête aux armées alliées avant que celles-ci parviennent à percer le front au sud des Vosges et dans le nord du massif montagneux. Mulhouse est délivrée le 21 novembre 1944, Strasbourg le 23.



Le colonel Guy D'ORNANT, figure de la Résistance en Alsace et en Moselle

Né à Soissons le 13 février 1902, Guy Marie Joseph D'ORNANT entre en 1921 à l'école de Saint-Cyr. Il en sort en 1923 avec le grade de sous-lieutenant et est affecté au 20^{ème} régiment de dragons pour être détaché à l'école de Saumur. C'est ensuite pour lui la vie militaire mouvementée, qui le voit au 8^{ème} dragons à Lunéville en 1924, au 9^{ème} régiment de Spahis au Maroc en 1926, puis au Sahara où il est gouverneur du Hoggar jusqu'en 1929, avant de rejoindre les confins algéro-marocains pour participer à la campagne du Tafilalet.

De retour en France, il suit les cours de l'école d'application de la cavalerie et du train avant d'être affecté au 5^{ème} régiment de cuirassiers à Strasbourg avec

lequel il fait la campagne de 1939-1940 comme capitaine. En juillet 1940, il est à Cahors avec les débris de la 2^{ème} division de cavalerie. Il incite alors deux officiers alsaciens, le vétérinaire-lieutenant Bareiss et le lieutenant Schott à rentrer avec lui en Alsace pour préparer « la révolte contre les Allemands ».

Au mois de septembre 1940, le colonel Du Vigier est nommé à la tête du 3^{ème} Bureau de l'Etat-Major de l'Armée ; il entreprend immédiatement la création et l'organisation des groupes d'autodéfense en zone occupée et donne à Guy D'ORNANT la charge du fuseau « Alsace ». En 1943, sous le pseudonyme de « commandant MARCHAL », Guy D'ORNANT est responsable de l'Organisation de Résistance de l'Armée pour la Franche-Comté, les Vosges, la Lorraine et l'Alsace, mais aussi commandant des F. F.I. pour l'Alsace et la Moselle.

En 1945, le lieutenant-colonel D'ORNANT est affecté au 19^{ème} régiment de Dragons et fait l'occupation en Allemagne. Colonel en 1951, c'est à Lunéville qu'il revient pour y commander le 31^{ème} régiment de dragons jusqu'en 1954, puis Besançon l'accueille et l'Algérie pour les opérations de maintien de l'ordre. Il termine sa carrière à Nancy en 1959 comme adjoint au colonel commandant le groupe de subdivisions militaires et se retire à Bayon.

Titulaire de la croix de guerre 39-45 avec palme, de la croix de guerre des TOE, commandeur du Ouissam Alaouite et nombreuses autres décorations, le colonel Guy D'ORNANT avait été fait commandeur de la Légion d'Honneur en 1951 en tant que « chef magnifique, animé d'une farouche volonté de vaincre, ayant participé dès 1940 à l'organisation de la Résistance puis, en août 1944, à des engagements dans les Vosges, à la libération de Strasbourg et de Mulhouse et enfin, en janvier 1945, à la sauvegarde de Strasbourg ».

En 1930, alors lieutenant, Guy D'ORNANT avait épousé une Bayonnaise, Mademoiselle Odette De BOUVIER et a eu cinq enfants de cette union. Il est décédé à Bayon le 6 juillet 1975, à l'âge de 73 ans.

À la fin du mois de décembre 1944, Hitler ordonne une contre-offensive dans les Ardennes et dans le nord de l'Alsace. Face à la menace d'un encerclement de Strasbourg, le général de Gaulle refuse qu'on abandonne la ville. Les divisions françaises et américaines résistent aux assauts allemands pendant tout le mois de janvier 1945 avant de pouvoir passer à l'offensive : elles libèrent Colmar au début du mois de février, le nord de l'Alsace à la mi-mars.

La libération des camps de concentration et d'extermination

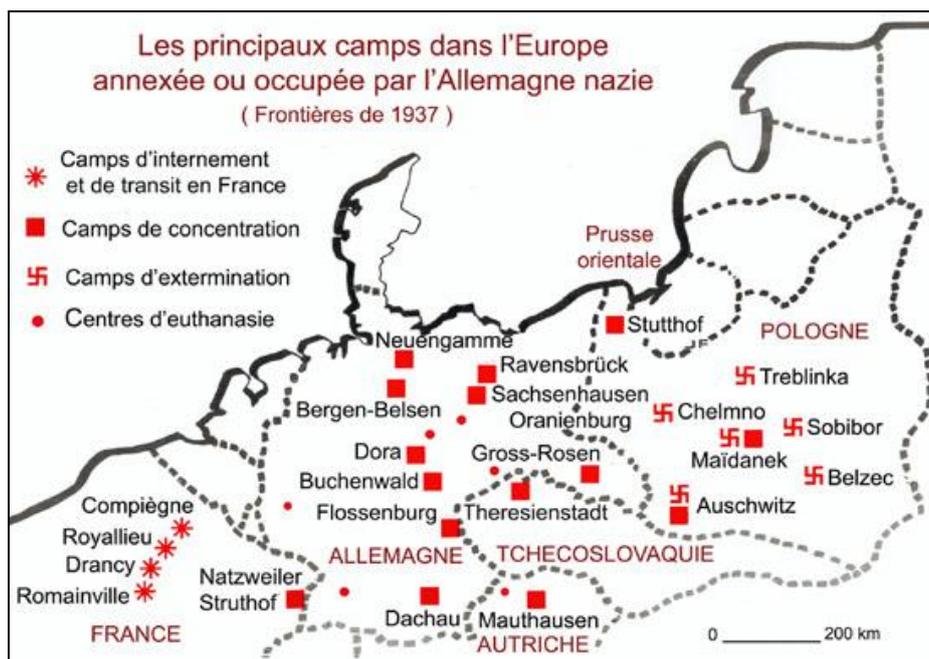


Entrée du camp d'Auschwitz

Dès l'arrivée au pouvoir du parti nazi, la S.A. (*Sturmabteilung*, « section d'assaut ») et la Gestapo (*Geheime Staatspolizei*, « police secrète d'État ») ouvrent une multitude de petits camps sauvages, qui ne dépassent jamais le millier de détenus, où, en vertu du « décret pour la protection du peuple et de l'État » signé par le maréchal Hindenburg le 28 février 1933, au lendemain de l'incendie du *Reichstag*, elles internent sans procédure judiciaire les opposants avérés ou potentiels au national-socialisme : communistes, socialistes et syndicalistes. Peu à peu, les premiers camps sont dissous, et leur population transférée dans de vastes *Konzentrationslager* (abrégié officiellement en KL), dont le premier, qui servira de modèle au système concentrationnaire nazi, est ouvert à Dachau non loin de Munich, en mars 1933. En 1939, il existe six grands camps de concentration sur le territoire allemand. Outre Dachau, il y a Sachsenhausen (1936), Buchenwald (1937), Flossenbürg (1938), Mauthausen (1938) et, pour les femmes, Ravensbrück (1939).

Au cours de la guerre, chaque conquête territoriale du III^{ème} Reich est suivie de la création de nouveaux camps de concentration, principalement à l'Est, qui voient arriver chaque jour des milliers de déportés. Y sont internés les déportés dits « raciaux », les Tsiganes, les Slaves, les Juifs, mais aussi les hommes et les femmes auteurs d'acte de résistance. Homosexuels, prisonniers de droit commun suspectés de crimes ou de menus larcins sont eux aussi déportés, tout comme les

« asociaux » : vagabonds, mendiants... Par la création de ces camps, les nazis cherchent non seulement à interner ceux qu'ils considèrent comme les « ennemis de l'Etat », mais aussi à exploiter leur travail pour l'industrie du *Reich*. Chaque camp principal est doté d'un vaste réseau de camps satellites, les *Kommando* extérieurs, qui tissent un maillage serré sur tout le territoire du *Reich*. À l'« extermination par le travail » s'ajoute bientôt, dans le cadre de la mise en oeuvre de la « Solution finale », l'élimination systématique de groupes humains qualifiés de « races inférieures » : Juifs, Slaves, Tsiganes. L'année 1941 voit la création des camps d'extermination, uniquement destinés à éliminer physiquement et massivement ces populations. Au nombre de six, ils sont tous situés en territoire polonais : Belzec, Chełmno, Sobibor, Treblinka ainsi qu'Auschwitz-Birkenau et Majdanek, ces deux derniers créés comme camps de concentration puis transformés en camps d'extermination.



En juin 1944, après le débarquement des Alliés en France, le *Reichsführer* Heinrich Himmler ordonne l'évacuation des camps avant l'arrivée des Alliés et le transfert des détenus vers d'autres camps, en territoire allemand. Dans une note adressée à tous les commandants des camps, il éprouve encore le besoin de rappeler : «Aucun détenu ne doit tomber vivant entre les mains de l'ennemi ». L'évacuation de Natzweiler-Struthof, l'unique camp de concentration construit sur un territoire précédemment français, en Alsace annexée, commence à partir de septembre 1944. Les détenus sont transférés dans ses camps annexes, vers Dachau et d'autres camps.

Sur le territoire du *Reich*, les nazis, enserrés dans un étau par la progression des troupes alliées, s'efforcent d'évacuer les camps avant l'arrivée des Alliés, après avoir liquidé les malades et les détenus trop faibles pour marcher. Commencent alors les « marches vers la mort », interminables périple à pied ou en train à travers l'Europe. De nombreux déportés périssent de faim, de froid, d'épuisement, ou sont exécutés par les S.S.

- **GABRIEL Raymond, Charles, Eugène**

Né le 24 avril 1910 à BAYON et y demeurant.

Marié à BIENAIME Gilberte, Claire.

Soldat au 372^{ème} régiment d'artillerie. Prisonnier de guerre.

« Tombé sous les balles allemandes lors de la retraite ennemie » le 26 octobre 1944 dans la région de GROSS WALTERSDORF (Prusse Orientale). « Mort pour la France ».

Le 22 juillet 1944, lorsque des unités soviétiques atteignent le camp de concentration et d'extermination de Majdanek, en Pologne, celui-ci a été évacué ; un millier de détenus y a toutefois été abandonné par les S.S. Durant l'été, les Soviétiques parviennent également sur les sites des camps d'extermination de Belzec, Sobibor et Treblinka que les nazis ont démantelé en 1943, après y avoir exterminé une grande partie des Juifs de Pologne.

L'Armée rouge, continuant sa progression, libère Auschwitz-Birkenau, le plus grand camp d'extermination et de concentration situé au sud de la ville de Cracovie, le 27 janvier 1945. Dans les mois qui suivent, les Soviétiques libèrent d'autres camps dans les pays baltes et en Pologne. Peu avant la capitulation allemande, ils pénètrent dans les camps principaux de Stutthof, de Sachsenhausen et de Ravensbrück.

Le 11 avril 1945, les troupes américaines libèrent le camp de concentration de Buchenwald, situé près de Weimar, en Allemagne, quelques jours après qu'il ait été évacué par les Allemands. Elles délivrent également les camps principaux de Dora-Mittelbau, de Flossenbürg, de Dachau et de Mauthausen. Les troupes britanniques libèrent des camps en Allemagne du Nord, parmi lesquels ceux de Neuengamme et, à la mi-avril 1945, de Bergen-Belsen.

- **LAURENT Pierre, Charles, Gabriel**

Né le 3 septembre 1922 à CHARMES (Vosges), demeurant à BAYON.

Célibataire. Décédé le 14 mars 1945 à SAALFELD, *Kommando* du camp de Buchenwald (Allemagne, Land de Thuringe). « Mort pour la France »



Fusée V2 sur le site de Peenemünde

Après la destruction en août 1943 de la base de Peenemünde, les nazis avaient entrepris de disséminer et d'enterrer leurs usines de fabrication de fusées. C'est en septembre 1943 qu'ouvre un *Kommando* situé à 30 km au sud-est de la ville de Saalfeld et à 80 km au sud/sud-est du camp de concentration de Buchenwald, dont il dépend. Relié au programme des armes secrètes, il reçoit le nom de code « Laura » (on l'appelle également Saalfeld ou Saalfeld-Örtelsbruch) et occupe une carrière d'ardoise située dans une vallée isolée, à 900 mètres d'altitude. De septembre 1943 à avril 1944, les détenus doivent creuser des galeries avant d'y installer une usine souterraine destinée à produire de l'oxygène liquide pour l'alimentation des V2 et faire des essais de propulsion. Pour les prisonniers, c'est un enfer quotidien : des journées de travail exténuantes et dangereuses, des conditions de logement exécrables, dans des hangars exposés aux vents et au froid, une nourriture sommaire, des appels prolongés, des sévices, aucun soin... Il en résulte une mortalité effroyable. Le *Kommando* Laura sera libéré par les troupes alliées le 13 avril 1945.

- **POURCHET Paul, André, Marie**

Né le 8 juin 1897 à LILLE (Nord). Marié à Marie-Thérèse REHN, native de BAYON, où ses parents étaient pharmaciens. Père de quatre enfants.

Pharmacien.

Déporté au camp de concentration de NEUENGAMME. Décédé le 21 décembre 1944 à HAMBOURG (Allemagne). « Mort pour la France ».

C'est avec le grade de sous-lieutenant qu'André POURCHET est mobilisé en 1939, en tant que pharmacien auxiliaire, puis démobilisé en novembre de la même année, comme père de famille nombreuse.

Rentré en zone interdite en juin 1941, il est pharmacien à Nancy et participe, à partir de cette date, à l'organisation de la résistance dans la région, pour divers réseaux.

Recruté par le Service de contre-espionnage le 27 novembre 1942, il participe à la constitution du service de Sécurité militaire clandestin dans la région de Nancy. Son officine, 10 rue Raugraff à Nancy, sert de lieu de rendez-vous pour tous ses camarades de la Résistance et de boîte aux lettres. Il collecte lui-même les renseignements de sécurité militaire et aide à l'évasion de prisonniers qu'il met à l'abri. Malgré les dangers qu'il court, André POURCHET ne fuit pas et continue à déployer une vive activité.

Après une surveillance de deux mois environ de la part des services allemands, la Gestapo l'arrête le 8 juin 1944. Il est mis en cellule à la prison Charles III de Nancy puis transféré le 15 juillet à Compiègne. Dans la première quinzaine d'août 1944, il est déporté au camp de concentration de NEUENGAMME, à 25 km au sud-est de HAMBOURG (Allemagne), où il est affecté à un *kommando* qui emploie quelque 2.000 détenus à des travaux de déblaiement et de construction navale. Il meurt le 21 décembre 1944 à Altona, un quartier de la ville de HAMBOURG, sans avoir fait aucun aveu, sauvant ainsi de nombreux camarades de résistance. Il a été ramené et inhumé à BAYON le 9 décembre 1953.

Déclaré « Mort pour la France », il recevra à titre posthume la Croix de Guerre et la Médaille de la Résistance. Le lieutenant-colonel Verneuil, chef du réseau clandestin de contre-espionnage en France occupée, certifiera, en décembre 1945, qu'André POURCHET, agent P2, chargé de mission de 1^{ère} classe, avait une fonction assimilée au grade de capitaine.

Son nom est inscrit sur le Monument aux Morts mais ne figure pas sur le registre des décès de la commune.

En entrant dans les camps, où les nazis ont tenté en vain d'effacer les traces de leurs crimes avant de prendre la fuite, Soviétiques, Américains et Britanniques découvrent avec horreur des prisonniers squelettiques, si affaiblis par le travail forcé, les mauvais traitements, les maladies et le manque de nourriture qu'ils peuvent à peine bouger, ainsi que des baraquements vides, des fours crématoires en partie détruits et des amoncellements de cadavres que les nazis n'ont pas eu le temps de brûler.



Rescapés des camps de la Mort

L'étendue de cette catastrophe humaine, qui a fait plusieurs millions de morts, reste aujourd'hui encore difficile à chiffrer avec exactitude. En France, plus de 160.000 personnes ont été déportées : 76.000 pour des raisons raciales dans le cadre de la mise en œuvre par les nazis de la « Solution finale », dont seulement 2.500 ont survécu ; 85.000 en raison des mesures de répression prises par l'occupant nazi et le régime de Vichy, parmi lesquels 42.000 pour des faits de résistance ; 50.000 en sont revenus mais avec des séquelles physiques et surtout psychologiques très importantes. A ces morts dans les camps, il convient d'ajouter les

4.000 victimes décédées ou exécutées pendant leur internement en France. Pour les survivants, le retour à la normalité s'annonçait long et difficile.

Prise à l'initiative de Robert Badinter, alors ministre de la Justice, la loi n° 85-528 du 15 mai 1985 stipule que « la mention « *Mort en déportation* » est portée sur l'acte de décès de toute personne de nationalité française, ou résidant en France [...] qui, ayant fait l'objet d'un transfert dans une prison ou un camp de concentration, y est décédée. La même mention est portée sur l'acte de décès si la personne a succombé à l'occasion du transfert ». Depuis cette loi, le Journal Officiel a publié plusieurs longues listes de personnes reconnues mortes en déportation, parmi lesquelles figurent les noms de trois hommes originaires de Bayon.

- **PIERRE Maurice, Auguste**
Né le 7 juillet 1896 à BAYON (Meurthe-et-Moselle).
Décédé le 19 janvier 1945 à DACHAU (Allemagne).
Déclaré « Mort en déportation » par arrêté du Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre du 31 août 1997.
Son nom ne figure pas sur le Monument aux Morts de la commune.

- **GEORGES Charles, Louis**
Né le 31 mars 1894 à BAYON (Meurthe-et-Moselle).
Décédé le 15 février 1945 à MAUTHAUSEN (Autriche).
Déclaré « Mort en déportation » par arrêté du Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre du 12 janvier 1993.
Son nom ne figure pas sur le Monument aux Morts de la commune.

- **LARIVIERE Léon**
Né le 27 mars 1895 à BAYON (Meurthe-et-Moselle).
Décédé le 18 avril 1945 à EBENSEE, *Kommando* du camp de MAUTHAUSEN (Autriche). Déclaré « Mort en déportation » par arrêté du Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre du 2 août 1993.
Son nom ne figure pas sur le Monument aux Morts de la commune.

Le 8 mai, le III^{ème} Reich capitule. La guerre mondiale est terminée en Europe, laissant le continent en ruines. Elle ne prend fin que le 2 septembre 1945, après la capitulation du Japon, le dernier des trois membres de l'« Axe » encore en guerre.

La reconstruction de Bayon

Malgré les pressions du Comité international de la Croix-Rouge qui réclame un retour rapide des 900.000 prisonniers de guerre allemands dans leurs familles, le gouvernement français justifie leur présence sur notre territoire par « un besoin immédiat de la contribution de son ancienne ennemie à la reconstruction de notre économie ». Ils sont utilisés pour les travaux des champs, le déblaiement des décombres, la reconstruction des villes et des villages, l'industrie et le déminage. *« A la libération de Bayon, une cinquantaine de prisonniers allemands venant du camp de Pouxoux est réquisitionnée pour reconstruire les réseaux d'eau et d'assainissement de la commune. Ils logent notamment au presbytère, le missionnaire qui dessert la paroisse ayant trouvé refuge à la maison de retraite ».*

Dans sa séance du 18 janvier 1948, le Conseil Municipal décide la création d'un « ensemble scolaire de six classes avec logement du personnel enseignant », dont la conception est confiée à M. SCHREINER, architecte à Haroué. La première pierre du groupe scolaire est posée le 23 septembre 1950 par M. Pierre-Olivier LAPIE, Ministre de l'Education Nationale. Son inauguration a lieu le 6 juillet 1952, en présence d'Emmanuel TEMPLE, Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, venu à Bayon présider le congrès départemental des Anciens Combattants. L'église est réparée au début des années 1950. La place des Fêtes, que l'on appelle maintenant place du Château, est aménagée à l'emplacement des maisons détruites par le bombardement de 1940, donnant à ce quartier son visage actuel.

Le 22 janvier 1963, la signature par le Général De Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer du Traité « de l'Elysée » sur la coopération franco-allemande constitue un événement historique qui transforme profondément les relations entre les deux peuples. *« Dès 1960, nous avons compris que les Allemands et les nazis n'étaient pas à confondre, et des opérations de jumelage entre villes françaises et allemandes commencèrent. Le 7 juillet 1963, Messieurs BASTEN et GLATZEN, respectivement Bürgermeister et Stadtdirektor de la ville de Straelen, et Monsieur le docteur Pierre PIERRON, Maire de Bayon, scellent les liens d'amitié entre les deux communes. Pour la Meurthe-et-Moselle, après Nancy, c'est le deuxième jumelage France-Allemagne ».*

